

- Shavit, A. (2004). Entrevue avec Benny Morris, *Haaretz*, 9 janvier.
- Shlaim, A. (1988) *Collusion across the Jordan: King Abdullah, the Zionist Movement, and the Partition of Palestine*, New York, Clarendon Press.
- Sivan, E. et M. Khleifi, *Route 181: fragments d'un voyage en Palestine-Israël*, film.
- Schvindlerman, J. (2001). *Doctrine and Impact of the New History: The Politicizing of History*, World Zionist Organisation, Department of Zionist Activities, <www.doingzionism.org.il/resources>.
- Vidal, D. et J. Algazy (2002). *Le péché originel d'Israël: l'expulsion des Palestiniens revisitée par les « nouveaux historiens » israéliens*, Paris, Les Éditions de l'Atelier.

MÉMOIRE

Violence organisée d'État

Fascismes et dictatures militaires

Alain, A. (2004). Entretien avec Denis Morris. *Heures 9* juillet.

Abraham, A. (1967) *Colony and the Jew: King Abdullah, the Zionist Movement, and the Partition of Palestine*, New York, Clarendon Press.

Sivan, E. et M. Khalil, *Russe 1917, fragment d'un voyage en Palestine* (film). Schwabacher, J. (2001). *Devenir and Impact of the 1948 History: The Institutionalization of the 1948 History*. Département de Linguistique, Université de Montréal.

Le deuil de mémoire et les politiques du présent. *Revue de la recherche en histoire*, Paris, Les Éditions de l'Éclat.

LE DEVENIR VICTIMAIRE DE L'ALLEMAGNE

Régine Robin-Maire

La mémoire est un sujet. Écrivant *Berlin Chevaliers* et *La mémoire au bord*, j'ai été confrontée à ce qui semble être réelle contradiction. D'un côté, toujours présente ne peut vivre sans mémoire, sans un rapport à elle-même, sans une mythologie forte.

Mais d'autre part, les discours de la mémoire forment une étrange cacophonie, plaine de bruit, de fureur, de douleur et de contradiction. Ce que l'on se tourne, un passé commémoré ou fui, célébré ou occulté, raconté, transformé, voire inventé, est saisi dans les mailles du présent. Des mémoires de la légende de l'Ouest américain à l'effacement des traces dans les pays de l'Est après la chute de Mur; de l'obsession des origines à la disparition des anonymes; de réécritures de l'histoire en commémorations imaginaires renvoyant à la nuit des temps comme dans certains discours qui se déroulent en local et ailleurs; du grand nivellement qui renvoie parfois dos à dos la Résistance et Mussolini en Italie ou Franco et les républicains en Espagne; aux trous de mémoire persistants de la France coloniale; de l'occurrence du virtuel à la passion de l'archivage et de la conservation, patrimoniale ou autre sur mesure dans le présent et l'avenir. Ce texte évoque le rapport au passé et les dangers de la mémoire vivante, qui pourrait bien être une déformation de l'oubli.

Nous vivons un moment mémoriel assez curieux, que j'appellerais le devenir Victimaire de l'humanité: une grande réécriture souvent rétrospective du passé qui a tendance à mettre sur le même plan les victimes et les bourreaux. Ce qui m'a alertée, c'est une évocation de radio qui accompagnait les cérémonies du 50^e anniversaire du débarquement en Normandie. Une femme qui était la fille d'une femme tuée à la Libération disait au micro: «Aujourd'hui, je peux parler, car la honte a changé de camp.» Même si l'on peut être sévère avec les procédures expéditives des premiers jours de la Libération et même si l'on peut trouver très respectable cet acharnement contre des femmes, dire que la honte a changé de camp, le dire à la radio sans être contesté, n'apparaît comme symptôme du phénomène que je veux décrire.

On a parlé d'un long délai, au moins quarante ans, pour que les sociétés reconnaissent qu'elles ont eu des torts, qu'elles sont responsables et qu'elles doivent rendre des comptes. On a parlé aussi de réajustement et de retour

La méditation, l'analyse, la recherche sur la mémoire ménage de singulières surprises. Écrivant *Berlin Chantiers* et *La mémoire saturée*, j'ai été confrontée à ce qui semble une réelle contradiction. D'une part, aucune société ne peut vivre sans mémoire, sans un rapport construit, émotionnel au passé, dans une mythologie forte.

Mais d'autre part, les discours de la mémoire forment une immense cacophonie, pleine de bruit, de fureur, de clameurs et de controverses. Où que l'on se tourne, un passé commémoré ou haï, célébré ou occulté, raconté, transformé, voire inventé, est saisi dans les mailles du présent. Des méandres de la légende de l'Ouest américain à l'effacement des traces dans les pays de l'Est après la chute du Mur ; de l'obsession des origines à la disparition des anonymes ; de réécritures de l'histoire en communautés imaginaires remontant à la nuit des temps comme dans certains discours qui se tiennent en Israël et ailleurs ; du grand nivellement qui renvoie parfois dos à dos la Résistance et Mussolini en Italie ou Franco et les républicains en Espagne aux trous de mémoire persistants de la France coloniale, de l'évanescence du virtuel à la passion de l'archivage et de la conservation, partout on taille sur mesure dans le souvenir et l'amnésie. Ce texte examine le rapport au passé et les dangers de la mémoire saturée, qui pourrait bien être une des formes de l'oubli.

Nous vivons un moment mémoriel assez curieux, que j'appellerais le devenir victimaire de l'humanité : une grande relecture souvent révisionniste du passé qui a tendance à mettre sur le même plan les victimes et les bourreaux. Ce qui m'a alertée, c'est une émission de radio qui accompagnait les cérémonies du 60^e anniversaire du débarquement en Normandie. Une femme qui était la fille d'une femme tondue à la Libération disait au micro : « Aujourd'hui, je peux parler, car la honte a changé de camp. » Même si l'on peut être sévère avec les procédures expéditives des premiers jours de la Libération et même si l'on peut trouver très contestable cet acharnement contre des femmes, dire que la honte a changé de camp, le dire à la radio sans être contesté, m'apparaît comme symptomatique du phénomène que je veux baliser.

On a parlé d'un long délai, au moins quarante ans, pour que les sociétés reconnaissent qu'elles ont eu des torts, qu'elles sont responsables et qu'elles doivent rendre des comptes. On a parlé aussi de refoulement et de retour

du refoulé pour parler de cette plongée de silence, d'amnésie qui caractérise les sociétés traumatisées. Je ne suis pas certaine que la notion empruntée à la psychanalyse soit à ce point féconde. Le plus souvent, le silence n'est pas du refoulement, mais une stratégie collective et individuelle pour se faire oublier, pour se porter ailleurs, dans un autre contexte, pour redémarrer et faire « comme si de rien n'était ». Au bout de vingt, quarante, voire cinquante ans, le passé fait retour, revu, relu, corrigé, transformé. Tout dépend du rapport de force mémoriel et de la conjoncture, car, et ce sera ma question ici, qui est victime, qui a occulté le passé et comment émerge-t-il de nouveau ? Je verrai, dans un premier temps, quelques modalités de transformation du passé et de dilution des responsabilités, et, dans un second temps, la façon dont l'Allemagne se transforme peu à peu en « victime ».

LES MODALITÉS DE LA DILUTION DES RESPONSABILITÉS FACE AU PASSÉ

La première de ces modalités est l'anthropologisation des phénomènes historiques. Il en va ainsi dans de nombreux musées de guerre aujourd'hui : dans le cadre de l'Europe, comment parler des anciens ennemis d'hier ? C'est ainsi qu'au musée de Karlshorst à Berlin, où eut lieu la capitulation sans condition de l'Allemagne du 8-9 mai 1945, la nouvelle « narration » est confondante : dans le fond, on est passé de la grande guerre patriotique, de la Grande Armée rouge qui avait pris Berlin, à un discours que je résumerai en une phrase : à Stalingrad, il faisait froid pour tout le monde. Alors, au musée, on voit une vitrine où on nous montre la chaussette du soldat allemand – elle est évidemment très usée –, sa timbale de zinc, sa croix de fer, enfin la croix qu'il a reçue s'il a été vaillant, les lettres qu'il envoyait à sa famille, un bout de crayon – vitrine émouvante consacrée au quotidien du soldat allemand pendant la guerre. Et puis, après, on a une autre vitrine et on a la même chaussette pour le soldat russe. Elle est de nettement moins bonne qualité que la première, il y a aussi la timbale du soldat russe et ses décorations. Un bout de crayon, ses lettres, etc. Tout est ainsi de la même eau. Il y a une vidéo où on entend les chansons que les soldats chantaient. Ce sont des chansons soviétiques que personnellement, pour des raisons biographiques, je connais bien. Et puis, la vidéo d'à côté propose les chansons que les troupes allemandes entonnaient à pleins poumons. Les visiteurs, les écouteurs dans les oreilles, s'arrêtent et écoutent, chacun en extase, ces chants. On se fait des sourires en se disant : « Dans le fond, on a été courageux tous ensemble. C'étaient tous de pauvres types massacrés par leur gouvernement.

Ils n'avaient rien choisi du tout. Ce n'est plus la guerre, il n'y a plus de responsables, mais une condition humaine douloureuse devant laquelle il faut s'incliner.

La seconde voie est le nivellement des responsabilités.

Les débats sont tronqués et il est difficile de faire acte d'opposition à ces nouveaux récits sans se faire injurier. Comme l'exprime très bien Giovanni Levi, à propos de la conjoncture italienne :

Mais le mécanisme de persuasion était en marche et il ne servait plus à rien d'expliquer ou de dénoncer : dans ce cas comme dans d'autres, la complexité des faits historiques et leur véritable signification étaient manipulées pour conclure assez trivialement à l'impossibilité de se ranger d'un côté ou de l'autre (Levi, 2001, p. 28).

Le phénomène le plus important qui fait le lien entre le temps court et le temps moyen (Franco est mort en 1975, il y a 27 ans), dans le cadre de cette confusion générale, cette perte des repères, ce désarmement idéologique généralisé, ce n'est pas tant l'inversion des figures historiques que leur équivalence dans la négativité. On assiste à un grand renvoi dos à dos des camps ennemis dans les guerres civiles, guerres européennes et mondiales, guerres mémorielles et symboliques, symétrie aux conséquences catastrophiques. C'est ainsi que Giovanni Levi met l'accent sur les écrits révisionnistes italiens comme les *Mémoires* de Giuliano Bonfante, qui abandonna le Front républicain en 1937, lors de la guerre d'Espagne, et comme ceux d'Edgar Sogno, qui fut volontaire dans les troupes de Franco à partir de 1938, ou les travaux de Sergio Romano, un historien, diplomate et journaliste qui voit la justification du franquisme comme guerre anticommuniste : « La guerre cessa ainsi d'être une guerre entre fascisme et antifascisme pour devenir une guerre entre fascisme et communisme » (*ibid.*) Franco est un visionnaire qui voit avant bien d'autres les véritables enjeux du moment. Certes, il est cruel, mais qui ne l'était pas ?

[...] cruel, vaniteux, mais il ne fit jamais à la société espagnole ce que les Grottwald, Novotny, Rakosi, Dimitrov, Gheorghiu-Dej, Ceausescu et les autres dirigeants communistes de l'après-guerre firent à leurs propres pays. Nous en avons confirmation quand, dans la dernière phase de la vie de Franco, et au lendemain de sa mort, nous constatons que l'Espagne a conservé, en dépit de la dictature, les énergies et les vertus nécessaires pour son avenir politique et économique. Ainsi en fin de comptes et considéré *a posteriori*, on peut être tenté de conclure que Bonifante eut raison d'abandonner la partie en 1937, et que Sogno n'eut pas tort de descendre dans l'arène en 1938 (*ibid.*, p. 27).

En somme, dans cette nuit de l'histoire où tous les chats sont gris, il valait mieux, tant qu'à faire, choisir le camp franquiste. En Italie, la délégitimation de la Résistance, par un nivellement des valeurs, est à l'offensive. Le 14 octobre 2001, le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, prononça un discours au cours d'une cérémonie sur la Résistance à Bologne. Lui-même avait participé à la Résistance, c'est sans doute ce qui le mettait au-dessus de tout soupçon. Il déclara :

Nous avons toujours en tête, dans nos activités quotidiennes, l'importance et la valeur de l'unité de l'Italie. Cette unité, dont nous sentons qu'elle est essentielle pour nous, cette unité qui, aujourd'hui, à un demi-siècle de distance, était, il faut bien le dire, le sentiment qui anima nombre de jeunes gens qui firent alors des choix différents et qui les firent en croyant servir d'égal façon l'honneur de la patrie (Tabucchi, 2001).

Ce discours scandalisa Antonio Tabucchi. Pourtant, ce genre de propos a tendance à se généraliser. En Espagne, après la période de silence qui suivit la mort de Franco et le rétablissement de la démocratie, silence amnésio-amnésie, les récentes années ont vu le révisionnisme historique reprendre de la vigueur. La démythification du camp républicain durant la guerre d'Espagne¹ est devenu un « sport national ». Ni la découverte de faits oubliés ni la relecture de documents sous un éclairage nouveau ne sont en cause :

Le problème est ailleurs. Il réside dans la manière unilatérale et tendancieuse par laquelle sont présentés les résultats de cette recherche à un large public et dans l'intérêt inhabituel suscité par ces travaux quand il s'agit notamment de combattre l'image de ceux qui luttèrent dans le camp républicain durant la guerre de 1936-1939 (le cas des brigades internationales n'en est qu'un exemple) ; ou de chercher, à mots couverts, à réhabiliter partiellement le régime et la personne de Franco, qu'il serait possible de comprendre, avant tout (comme le pensent certains) comme un pas décisif vers la victoire contre le socialisme révolutionnaire (Ruis Torres, 2001, p. 153).

Il y a pourtant des résistances et, au plan politique, des avancées. Le 20 novembre 2002, soit 27 ans après la mort de Franco, les députés espagnols ont voté à l'unanimité une résolution condamnant la prise de pouvoir par Franco, et qui accordait une reconnaissance morale aux victimes de la

1. Cette délégitimation du camp républicain est une dimension fondamentale du révisionnisme historique. Non seulement on met l'accent sur l'action de Moscou et du Komintern, mais le camp républicain ne se ramène plus qu'à cela : une guerre intrarépublicaine menée par les communistes contre le POUM. Comme nombre de futurs dirigeants est-allemands sont dans les brigades internationales, la mention même de leur participation à ces brigades a suffi à les disqualifier lorsqu'on a changé le nom des rues à Berlin-est. Leur nom est voué à l'oubli désormais.

répression franquiste. Jusqu'à présent, le parti au pouvoir jugeait plus prudent, au nom de la réconciliation nationale, de ne pas « rouvrir d'anciennes blessures ». Depuis quelques années, des associations privées ou publiques militent pour cette mémoire républicaine si dévalorisée dans de larges zones du discours social².

En Italie toujours, on n'arrive pas à se mettre d'accord sur une date qui serait celle du « jour de la mémoire ». L'initiateur du projet proposait le 16 octobre, date de la rafle du Ghetto de Rome, début de l'implantation en Italie de la déportation des Juifs. Les déportés politiques ne s'estimaient pas inclus dans cette date anniversaire. Finalement, on choisit le 27 janvier, date anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. Cela fit l'unanimité. La proposition de loi fut approuvée par la chambre des députés en avril 2000, mais la droite la fit rejeter au Sénat pour cause de partialité « d'une journée du souvenir uniquement consacrée aux victimes du national-socialisme, excluant les victimes des régimes de l'Est » (Levi, 2001, p. 175).

La troisième modalité, je l'appelle le renversement des symboles. Nous vivons en effet un moment mémoriel assez curieux que j'appelle le devenir victimaire de l'humanité : une grande relecture souvent révisionniste du passé qui a tendance à mettre sur le même plan les victimes et les bourreaux. Le renversement des symboles ne transforme pas automatiquement les « bons » en « méchants » et réciproquement, mais il y contribue en semant la confusion. Le nazisme s'était fait le champion de ce renversement. Qu'on se souvienne des analyses d'Ernst Bloch : lorsque Bloch publie *Héritage de ce temps* en 1935, il est déjà en exil et tente d'analyser les causes du triomphe du fascisme en Allemagne, de la défaite fracassante d'un mouvement ouvrier puissant quoique coupé en deux depuis l'écrasement du mouvement spartakiste en 1919. Il a recours à une notion-clé, la « non-contemporanéité ».

Sont non contemporaines les formes de penser et d'agir ou de sentir qui ne répondent pas aux contradictions du présent et qui puisent leur symbolisme dans le passé, parfois dans des époques reculées. Dans les périodes de crise, resurgissent ainsi des formes de conscience préindustrielles et prémodernes, romantiques, religieuses, irrationnelles. C'est ainsi que l'hostilité à l'égard du progrès ou un christianisme très conservateur pourra facilement instrumentaliser la nostalgie des temps passés.

2. Un roman récemment traduit de Javier Cercas (2002) pose bien les problèmes conflictuels de la mémoire collective en Espagne, à l'heure actuelle.

Les partis de gauche en Allemagne avant 1933, dans leur division mortifère, ont laissé le champ libre à toutes les manipulations fascistes. Il y eut utilisation de tout : les mots, la symbolique du drapeau, les slogans, les gestes, les manifestations, et une fine stratégie d'utilisation et de détournement de rêves relevant d'époques antérieures.

DE LA DOULEUR ALLEMANDE À SA VICTIMISATION

Les élections allemandes du 27 septembre 1998 ont vu la victoire des sociaux-démocrates et du Parti vert. Avec Gerhard Schröder à la chancellerie, on n'assiste pas simplement à un changement de génération, mais, comme tous les commentateurs l'ont souligné, à un changement d'époque. L'Allemagne de Konrad Adenauer et de Helmut Kohl semble avoir vécu. Dans son discours inaugural, le chancelier Schröder a insisté sur le nouveau profil de l'Allemagne réunifiée : adulte, décontractée, sûre d'elle et de son identité, mais sans excès, bien ancrée dans l'aventure européenne. En somme, une nation sans complexe, normale, une nation comme une autre. Cette obsession de la normalité revient sans cesse dans le discours social d'outre-Rhin. Elle balise le problème de l'impossible dépassement de la culpabilité allemande. Le terme *Vergangenheitsbewältigung* se traduit en français par « maîtrise du passé », ou le fait de le surmonter. Par une ironie tragique, le discours public allemand est ainsi le seul à croire que le passé peut être maîtrisé, qu'on peut vraiment en venir à bout ou, pire encore, que les bourreaux peuvent se transformer en victimes.

On sait qu'après 1945, l'Allemagne vaincue, après la capitulation sans condition, le partage du pays, le jugement du tribunal de Nuremberg, la révélation des crimes de ce qu'on n'appelait pas encore la Shoah, après ce premier moment de stupeur, l'Allemagne donc (je parlerai ici de la partie Ouest surtout, la partie orientale ayant suivi une tout autre évolution sur le plan du travail ou du non-travail mémoriel) est entrée dans une longue période d'amnésie, de silence qui s'est doublé du « miracle économique » avec le plan Marshall, l'intégration de la RFA à l'Ouest et la ruée des Allemands dans la reconstruction économique de leur pays. Karl Jaspers avait, dans l'immédiat après-guerre, écrit *Die Schuldfrage*, faussement traduit en français par *La Culpabilité allemande* (Jaspers, 1990). Grande voix dans un désert de silence, il distinguait quatre modalités de la culpabilité. La culpabilité criminelle, d'abord. Dans ce cas, les crimes sont objectivement établis et le tribunal applique les lois selon des procédures formelles. La culpabilité politique, ensuite, qui fait que, en tant que citoyen d'un État, je dois assumer les actes accomplis par cet État. Chaque individu, dit K. Jaspers, porte une part de responsabilité dans la manière dont l'État est

gouverné. Une culpabilité morale encore, dans la mesure où, en tant qu'individu, je ne peux me dissimuler derrière la formule : *Befehl ist Befehl* (« Un ordre est un ordre »). Si j'obéis à un ordre criminel, j'en suis responsable en tant qu'individu. La culpabilité métaphysique, enfin, dans la mesure où il existe une solidarité entre les hommes.

Force est de constater qu'avant les années 1960, la voix de K. Jaspers est solitaire. Avant la période du *Cygne noir*, pièce de théâtre de Peter Schneider, et de l'« Instruction », *Die Ermittlung* de Peter Weiss, c'est l'âge du grand refoulement (Solchany, 1997). Quand on lit les témoignages des enfants de nazis (Sichrovsky, 1987 ; Bar On, 1991), on reste confondu par le fait que les pères coupables n'admettent jamais leur culpabilité, se réfugient dans le mutisme, la frustration, le ressassement. Les fils et les filles alors se révoltent, donnant souvent dans un gauchisme exacerbé où ils se vivront comme de « nouvelles victimes » dans une Allemagne fédérale repue par son miracle économique et où la pensée semble être entrée dans une profonde léthargie. Ce n'est pas le lieu ici d'approfondir cette odyssee, mais il faudra bien qu'un jour cette histoire soit faite, en liaison avec « la culpabilité allemande », sans la travestir ou la réduire à un simple avatar terroriste.

De la politique des « réparations » de Konrad Adenauer au geste de Willy Brandt s'agenouillant devant le monument des victimes du ghetto de Varsovie, à Varsovie même ; de la politique de l'ouverture à l'Est jusqu'à la réunification, l'histoire allemande est ponctuée d'avances et de reculs concernant ce problème de la culpabilité, de réexamens et d'occultations, de débats, de combats, de prises de position antagonistes, rendant totalement impossible (peut-être est-ce mieux ainsi) le moindre consensus en ces matières. Le chansonnier Peter Ensikat écrit à propos de la destruction du « Palais de la République » et de la possible reconstruction, à l'identique, du Château des rois de Prusse à sa place :

Nous autres, Allemands, nous nous souvenons, non pas de ce qui a été, mais exclusivement de ce qui sera. En d'autres termes, nous transportons chacune des sombres époques du passé dans un avenir lumineux, et plus l'époque est longue, plus elle a d'avenir dans notre mémoire. Les Hohenzollern sont maintenant assez anciens pour retrouver un avenir parmi nous. Nous avons donc besoin de leur château, pour garder au moins d'eux un souvenir architectural. Quand la tribu de Honecker aura été enfouie suffisamment longtemps sous les pelouses de l'Histoire, nous pourrons l'exhumer à son tour. Alors, rien ne nous empêchera d'enduire le château de nouvelles couches d'amiante afin de le détruire, et de reconstruire un palais de la République désormais assaini par le temps (Terray, 1996, p. 119).

Dans le même ordre d'idées, Oskar Negt et Alexander Kluge se demandaient au début des années 1970 s'il ne fallait pas bâtir chaque fois deux exemplaires de chaque monument : le premier pour fixer un état historique malgré toutes les erreurs, approximations ou errances des acquis de l'histoire, le second destiné à être déformé, transformé et corrigé par la suite, portant en permanence la trace de l'attitude des nouvelles générations à son égard. Berlin ressemblerait ainsi au Panthéon romain imaginé par Freud, où l'on pourrait voir à la fois la place et le monument dans sa forme actuelle, mais aussi ce qu'il y avait avant l'édification du Panthéon et ce qu'il y avait avant la construction antérieure à celle qui précédait le Panthéon et ainsi de suite.

Dès les années 1990, une autre dynamique se met en place qui passe par toutes sortes de médiations et qui n'a, du reste, rien à voir avec les intentions des protagonistes. Quelque chose va travailler le tissu social et discursif de l'Allemagne, avant la réunification. Il m'est impossible ici d'en fixer tous les jalons ; je ne ferai qu'en rappeler quelques-uns, au-delà de la querelle des historiens qui, au milieu des années 1980, avait fait scandale et est devenue depuis un discours banalisé. (Robin, 1999, 2001).

Le 11 octobre 1998, Martin Walser, lauréat des Prix de la Paix, fait son discours de réception à Francfort. Une partie de cette allocution déclenche une polémique violente. L'écrivain se dresse contre « l'instrumentalisation de la mémoire d'Auschwitz » et l'utilisation permanente de la « honte nationale » des Allemands.

Chacun connaît le poids de notre Histoire, la honte indélébile. Il ne se passe pas un jour sans qu'on nous la montre. Se pourrait-il que les intellectuels – eux qui nous la montrent et parce qu'ils nous la montrent – succombent une seconde à l'illusion de s'être déculpabilisés un peu, voire de s'être rapprochés un peu plus des victimes que des bourreaux en ayant une fois de plus travaillé au service cruel de la mémoire ? Qu'ils aient pensé qu'on pouvait atténuer la distance infranchissable entre les bourreaux et les victimes ? Quant à moi, je n'ai jamais pensé qu'il était possible de quitter le camp des coupables³.

Tout Walser est dans ces propos auxquels on n'a pas, me semble-t-il, prêté une attention assez grande : le camp des coupables ! Impossible de quitter le camp des coupables. Il s'agit de la mémoire allemande qui doit faire face à son passé, etc. Cette mémoire, si douloureuse soit-elle, ne peut

en rien être partagée par les victimes. C'est bien ce que la controverse allait montrer. Suit alors le passage qui va déclencher les foudres d'Ignatz Bubis, le président de la communauté juive d'Allemagne :

Parfois, quand je ne peux plus regarder nulle part sans être la cible des attaques visant à me culpabiliser, je me dis, pour me disculper, qu'une routine de culpabilisation s'est installée dans les médias. Une vingtaine de fois au moins, j'en suis sûr, j'ai détourné mon regard pour ne pas voir les pires séquences filmées des camps de concentration (*ibid.*).

Il poursuit :

Aucun esprit sérieux ne nie Auschwitz. Aucun individu encore sain d'esprit ne tergiverse sur l'horreur d'Auschwitz. Mais à force de voir quotidiennement ce passé, je constate que quelque chose en moi se braque contre la présentation continue de notre honte, dans les médias. Au lieu d'être reconnaissant de cette présentation continue de notre honte je commence à détourner mon regard. J'aimerais comprendre pourquoi on nous présente le passé au cours de cette décennie comme on ne l'avait encore jamais fait auparavant. Quand je constate que quelque chose en moi se braque, je cherche à comprendre pour quelles raisons on nous présente notre honte, je suis presque content quand il me semble découvrir que, souvent, la raison n'en est plus la mémoire, la lutte contre l'oubli, mais l'instrumentalisation de notre honte à des fins présentes. Bonnes, toujours. Honorables certes. Néanmoins, instrumentalisation (*ibid.*).

La routinisation de la mémoire d'Auschwitz ferait bien plus de mal que de bien. Martin Walser souligne encore :

Auschwitz n'est pas approprié pour devenir une menace coutumière, un moyen d'intimidation utilisable à tout moment ou une morale qu'on brandit comme une massue, voire un passage obligé, un exercice de routine. Une telle ritualisation génère une sorte de prière marmonnée du bout des lèvres. Et on se rend suspect à dire que les Allemands sont aujourd'hui un peuple normal, une société comme tant d'autres (*ibid.*).

Il semble dire de façon subliminale : « On a assez donné. Qu'on nous laisse tranquille ! »

Walser a fait scandale. Aujourd'hui, ce discours s'est banalisé.

Il n'y a pas si longtemps, Günter Grass avait mis en garde ses compatriotes. Auschwitz interdit la réunification, avait-il dit et répété. Dans *Ein Weites Feld* (Grass, 1997), il écrivait à contre-courant, prenant quelque peu, même si c'était avec recul et ironie, le « point de vue » des gens de l'Est. Il s'était fait haïr par la critique, en particulier par le « pape » des lettres allemandes de l'époque : Marcel Reich Ranicki.

3. Discours de Martin Walser (*Courrier international*, 1998, p. 7), traduction revue par mes soins. On trouvera l'original du discours de réception dans *Friedenspreis des Deutschen Buchhandels* (Walser, 1998, p. 44-45).

En février 2002, Günter Grass, publie un nouveau roman : *Im Krebsgang* (*En crabe*) (Grass, 2002). Le sujet qui en constitue l'intrigue principale renvoie à un épisode de la fin de la guerre. Le 20 janvier 1945, un navire allemand, le *Wilhelm Gustloff*, transportant près de 7 000 civils, fut coulé par un sous-marin soviétique, au large des côtes de Poméranie. Le navire, qui n'était conçu que pour une charge de 2 000 personnes, sombra très rapidement. Grass imagine la panique et les images qui vinrent tarauder les malheureux dans leurs derniers moments. En face, le commandant soviétique, est un sôlard assoiffé de vodka, aimant les femmes de petite vertu, ayant, en permanence, une peur panique du KGB. Stalinien terrorisé par le système, il représente malgré tout le stalinisme et l'inhumanité du communisme qui tue des victimes civiles allemandes. Inutile de dire que le roman a été, cette fois, porté aux nues par la critique. Reich Ranicki, faisant amende honorable, avoue avoir pleuré en le lisant. Un rédacteur du *Bild* déclare qu'en tant que réfugiés tous les deux, Grass et lui peuvent joindre leurs larmes. (Grass est de Gdanz, l'ancienne Danzig devenue polonaise).

En fait, le roman est complexe et l'auteur utilise une série de décalages et une multiplicité de points de vue. Le narrateur, Paul Prokriefke, est un journaliste un peu raté qui raconte l'histoire du naufrage de la *Gustloff*. Il est quasiment né sur le bateau. Sa mère Tulla Prokriefke est en effet une survivante du navire. Elle en a été traumatisée et, par sa bouche, bien des propos inassumables directement par le narrateur peuvent être tenus, sur le rapport au national-socialisme, sur la RDA, etc. Paul se lance sur l'Internet, dans la recherche de l'histoire du navire et de celui dont le navire porte le nom : Wilhelm Gusstloff, un nazi de la première heure assassiné à Davos par un jeune Juif suisse antifasciste en 1936. Il découvre peu à peu qu'il existe sur la toile un réseau et un site dédié à la mémoire de ce nazi, où se déversent à profusion des propos d'extrême-droite concernant le naufrage et les réfugiés ayant fui l'Armée rouge. Paul apprend que c'est son fils Konrad qui anime le site. Ce dernier rencontre sur l'Internet un jeune homme, « David », complètement identifié à David Frankfurter, l'assassin de Wilhelm Gustloff. Ils se querellent sans arrêt. David fait remarquer à William (le nom d'emprunt de Konrad sur le net) que le bateau transportait des troupes et pas seulement des civils, que, de ce fait, il était difficile aux Soviétiques de savoir qui était à bord, exactement. Les deux jeunes, décident de se rencontrer. À la fin d'une belle journée, Konrad tue David.

On apprend alors que David s'appelle en réalité Wolfgang et qu'il n'est pas juif. Il représente, dans le roman, tous ceux qui, sur la scène allemande, sont devenus philosémites, par culpabilité, ne pouvant pas supporter le monstrueux forfait de leur pays. Dans le texte de Grass, l'Internet a facilité cette identification, par le jeu de rôles qu'il induit. Le jeune Konrad est condamné, mais pas trop lourdement. Rendant visite à son fils au pénitencier,

Paul apprend que le réseau continue. Le roman se termine sur ces lignes : « Ça ne finit pas. Ça ne finira jamais. » La philosophie de l'histoire du narrateur est bien résumée dans cette réflexion : « L'Histoire, ou plus exactement l'Histoire que nous remuons est une cuvette bouchée. Nous tirons la chasse encore et toujours, mais la merde continue à monter » (Grass, 2002, p. 132).

On voit bien ce que le romancier a voulu faire. La première génération (Tula et les vieux survivants de la *Gustloff*), qui a vécu les événements, est traumatisée. Ce qu'elle en dit est confus, elle confond tout, ne peut pas faire le tri. Elle est malade d'avoir été victime sans que ses malheurs soient véritablement reconnus. Un vieil auteur, historien du navire, dit avec amertume :

En fait [...] ç'aurait été la tâche de sa génération d'exprimer la misère des fugitifs de Prusse-Orientale : les longs cortèges vers l'ouest en plein hiver, la mort dans les tempêtes de neige, crever au bord du chemin ou dans les trous de la glace dès que le Frisches Haff gelé commençait à craquer sous les bombardements et le poids des charrettes à chevaux [...] Jamais on n'aurait dû passer sous silence une pareille souffrance, laisser aux gens de droite ce sujet soigneusement évité (*ibid.*, p. 113).

La seconde génération, celle de Paul, s'est tue, a voulu oublier, n'a rien transmis aux jeunes, lesquels sont déboussolés, cherchent des figures de « père » identificatoires et vont dans toutes les directions, aussi bien vers le néonazisme que vers le philosémitisme. La mémoire est un phénomène complexe et il faudra beaucoup de temps avant de pouvoir écrire « la vraie histoire » du passé. Il convient, modestement, de faire entendre toutes les voix et toutes les paroles.

Le roman cependant, quelles que soient les idées de l'auteur, vient à son heure, celle d'une nouvelle « normalisation » de l'Allemagne. Il épouse étroitement la conjoncture culturelle et rentre par là même dans le giron de la « pensée nationale » et ce, au-delà des idées politiques de l'auteur.

Selon l'historien allemand Hans-Ulrich Wehler, interrogé par *Der Spiegel*, cette ré-appropriation de l'histoire « enfouie » de l'exode ne serait qu'un retour normal des choses, maintenant que l'Allemagne est stabilisée en Europe, qu'elle a fait son travail de mémoire sur le nazisme. « Pour la première fois, dit-il, les Allemands vivent dans un État qui n'a pas de conflit de frontières. Il est plus facile de parler de manière nouvelle sur les horreurs dans les anciens territoires de l'Est, sur lesquels personne n'élève plus de revendications ». (Marion, 2002)

Au même moment, un autre best-seller : *Der Brand* (*L'incendie*), de l'historien Jörg Friedrich, défraie la chronique. Il décrit par le menu les bombardements de Hambourg et de Dresde comme une guerre d'anéantissement des populations civiles. Lorraine Millot, correspondante du journal

Libération, fait justement remarquer que l'auteur a recours « à un vocabulaire évoquant d'ordinaire l'holocauste et les crimes nazis : les caves où se terrent les civils allemands deviennent, sous sa plume, des "crématoires", les bibliothèques parties en fumée sous les bombes alliées, représentent "le plus grand autodafé de tous les temps" » (Millot, 2002, p. 27). La réception fut certes controversée, mais comme pour le roman de Grass, la presse conservatrice s'est réjouie. Le *Welt am Sonntag* résumait ainsi la pensée de beaucoup d'Allemands : « Le livre brillamment écrit de Friedrich va secouer tous ceux qui, à cause de la folie exterminatrice de Hitler, pensaient devoir excuser, refouler, ou passer sous silence les infinies souffrances endurées par les allemands » (*ibid.*, p. 28). Martin Walser n'a pas manqué de se joindre au chœur des thuriféraires, proposant de faire du livre un monument « en souvenir des bombardements ». Christian Hartmann, de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, tout en trouvant légitime la démarche de Friedrich, tient des propos nuancés : « Après avoir mis l'accent sur les crimes allemands depuis les années 1960, il est normal que l'on s'intéresse aussi à cet aspect de la guerre peu traité jusqu'à présent. Mais le problème est que Jörg Friedrich s'adresse surtout aux émotions et sème le doute sur le sens de ces bombardements alliés. Or, il ne fait guère de doute que ces bombardements étaient nécessaires : ils ont bel et bien contribué à la victoire des alliés » (*ibid.*). Si beaucoup d'intellectuels semblent réservés, on sent bien qu'une nouvelle digue vient de céder.

« Les Allemands en victimes », titrait *Der Spiegel* en mars 2002. Après avoir été considérés comme des bourreaux, avoir été stigmatisés, avoir « expié » sous toutes les formes, la dernière étant celle de la construction en plein centre de Berlin du Mémorial en hommage aux Juifs européens massacrés dans l'holocauste (voté par le parlement, après dix ans de polémique et presque terminé), les Allemands sentent quelque chose dans « l'air du temps » qui permet une levée de censure, une libération des tabous. On ne pouvait, en effet, insister jusque-là sur « le malheur allemand », du moins au niveau de la scène publique, tant les forfaits et les crimes de l'Allemagne nazie étaient incommensurables. Pourtant ce malheur était partout. Il suffisait d'en dresser la liste : pertes immenses dues à la guerre, prisonniers dans des camps soviétiques, morts sur place ou rentrés tard au pays, milliers de personnes sur les routes de l'Est en 1945, fuyant devant l'avancée des troupes soviétiques, victimes des bombardements alliés, et pas seulement de celui de Dresde (mais il est vrai que celui du 13 février 1945 fut terrifiant), expulsion massive et brutale des Allemands des Sudètes qui confinait à de l'« épuration ethnique », perte d'une partie du territoire, division de l'Allemagne et de Berlin, viol de milliers de Berlinoises, et pas seulement par les soldats soviétiques, etc. À chacun ses douleurs, son malheur. Pour pasticher Stéphane Courtois, un enfant mort lors du bombardement de Dresde ou lors de la fuite de Silésie vaut bien un enfant mort à Auschwitz. On connaît le raisonnement.

La marche à la « victimisation », la transformation des Allemands en victimes a pris une vingtaine d'années, s'accéléralant après la chute du Mur. Ces « tabous », ce sont d'abord les historiens qui les ont forcés : Nolte, Hillgruber et d'autres pour commencer, à la fin des années 1980⁴. Leurs propos qui à l'époque ont fait scandale se sont largement banalisés depuis. On a assisté à une « renationalisation » de l'Allemagne, de l'histoire allemande, remettant en avant la Prusse, le passé prussien. Parallèlement, la mode de l'histoire orale, celle du quotidien, de l'autobiographie, du témoignage personnel, de l'histoire locale de type *Heimat* d'Edgar Reitz a montré qu'une vie quotidienne douloureuse avait existé en marge de la « grande histoire ». La réunification a beaucoup fait pour libérer encore plus la parole et forcer les tabous. Si la RDA, le communisme s'identifiait à la Stasi, alors, on pouvait renvoyer dos à dos les « deux dictatures », ce qui revenait non pas à réhabiliter le nazisme mais à le banaliser. Il n'était qu'une des variantes du mal totalitaire, un démon parmi d'autres.

Depuis, concernant la victimisation des Allemands, les choses se sont accélérées. Elles passent par la banalisation du discours sur les Expulsés de Silésie et de Poméranie orientale, pour ne pas mentionner les Sudètes.

Dans *Le Monde* du 9 septembre 2004, Alexandra Laignel-Lavastine pose très bien le problème⁵. Au cœur des débats : le projet d'un centre du souvenir dédié aux expulsés allemands de 1945, qui enflamme les passions aussi bien à Berlin qu'à Varsovie, Prague et Budapest. Le cas est emblématique par sa généralisation à l'ensemble de l'Europe centrale, où l'on craint, dans les régions frontalières, de voir se réinstaller les Allemands, mais aussi parce qu'il voit s'opposer deux projets concurrents : d'un côté, en Bavière, celui de la Fédération des expulsés, présidée par Erika Steinbach (CDU), qui voudrait ce mémorial à Berlin ; de l'autre, le projet porté par plusieurs députés du Bundestag, comme Markus Meckel, soutenus par plusieurs intellectuels polonais dont le journaliste Adam Kzreminski... ou l'ex-dissident Adam Michnik. Leur contre-proposition : pas un monument, mais un centre de recherche, pas à Berlin, mais à Wrocław (Breslau), consacré à l'ensemble des expulsions ethniques survenues sur le continent. Une façon d'aller dans le sens d'une « véritable européanisation des histoires nationales au XXI^e siècle ».

4. On ne reviendra pas ici sur la querelle des historiens. Pour l'essentiel de cette polémique qui fit rage en Allemagne, au milieu des années 1980, de même que sur dix ans de débats autour du projet sur la construction du Mémorial en hommage aux Juifs d'Europe assassinés par l'Allemagne nazie, voir mon livre (Robin, 2001).

5. Voir Laignel-Lavastine (2004), à propos d'un colloque tenu à Prague les 7, 8 et 9 décembre 2003.

Deux projets, poursuit-elle, deux conceptions de la mémoire : l'une fondée sur le ressentiment ; l'autre tournée vers l'avenir. Car il y a deux façons d'éviter le travail de mémoire : à une extrémité, l'adoption d'une attitude relativiste —, à chacun sa vérité ; à l'autre, l'illusion qui consisterait à édifier un « grand récit » unanimiste et aseptisé.

Malgré les gestes du chancelier Schröder, ses discours au moment du 6 juin 2004, lors des cérémonies commémoratives du sixième anniversaire du Débarquement et du sixième anniversaire du soulèvement de Varsovie contre l'occupation allemande, un certain nombre de rappels, de retours du refoulé viennent montrer en permanence que le passé n'est pas mort, qu'il resurgit quand on l'attend le moins.

Une phrase ouvre le livre que Paul Ricoeur a consacré à la mémoire (Ricoeur, 2000, p. 1) : « Je reste troublé par l'inquiétant spectacle que donne le trop de mémoire ici, le trop d'oubli ailleurs, pour ne rien dire de l'influence des commémorations et des abus de mémoire et d'oubli. L'idée d'une politique de la juste mémoire est à cet égard un de mes thèmes civiques avoués. »

Avouons que cette juste mémoire sera partout dans le monde difficile à trouver. En Allemagne, plus de soixante ans après les faits, la « maîtrise du passé » se montre véritablement « immaîtrisable ».

Bibliographie

- Bar On, D. (1991). *L'Héritage infernal : des fils et des filles de nazis racontent*, Paris, Eshel.
- Cercas, J. (2002). *Les soldats de Salamine*, Paris, Actes Sud.
- Grass, G. (1997). *Toute une histoire*, Paris, Le Seuil.
- Grass, G. (2002). *Im Krebsgang*, Göttingen, Streidl. En français : *En crabe*, Paris, Le Seuil.
- Jaspers, K. (1990). *La Culpabilité allemande*, Paris, Minuit.
- Laignel-Lavastine, A. (2004). « Les mémoires blessées », *Le Monde*, 9 septembre.
- Levi, G. (2001). « Le passé lointain : sur l'usage politique de l'histoire », dans F. Hartog et J. Revel, *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'ÉHSS.
- Marion, G. (2002). « L'Allemagne à la redécouverte de son histoire enfouie », *Le Monde*, 27 mars.
- Millot, L. (2002). « L'Allemagne se penche sur ses ruines : polémique autour d'un livre détaillant les bombardements alliés », *Libération*, 17 décembre, p. 27.
- Ricoeur, P. (2000). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil.
- Robin, R. (1999). « La honte nationale comme malédiction. Autour de "l'affaire Walser-Bubis" », *Revue internationale et stratégique*, printemps, n° 33, p. 45-69.
- Robin, R. (2001). *Berlin Chantiers : essai sur les passés fragiles*, Paris, Stock.
- Ruiz Torres, P. (2001). « Les usages politiques de l'histoire en Espagne : formes, limites et contradictions », dans F. Hartog et J. Revel, *Les usages politiques du passé*, Paris, éditions de l'ÉHSS.
- Sichrovsky, P. (1987). *Naître coupable, naître victime*, Paris, Maren Sell.
- Solchany, J. (1997). *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro (1945-1949)*, Paris, Presses universitaires de France.
- Tabucchi, A. (2001). « Italie : les fantômes du fascisme », *Le Monde*, 20 octobre.
- Terray, E. (1996). *Ombres berlinoises : voyage dans une autre Allemagne*, Paris, Odile Jacob.
- Walser, M. (1998). *Friedenspreis des Deutschen Buchhandels*, Francfort, Verlag der Buchhandler-Vereinigung GmbH, p. 44-45. Traduit dans *Le Courrier international*, n° 424, du 17 au 22 décembre, p. 7.

DE LA FÊTE NATIONALE AUX LUTTES COMMÉMORATIVES AUTOUR DU 11 SEPTEMBRE CHILIEN (1973-2003)

Un jour pas comme les autres¹

Alfredo Joignant

*Ce qui est choquant avec le "11", c'est
qu'il n'a pas été un jour ordinaire.*

Alfredo JOCELYN-HOLT, « Un día distinto »,
El Mercurio, 9 septembre 1993.

*Dans toutes les existences, on note une
date où bifurque la destinée, soit vers
une catastrophe, soit vers le succès.*

LA ROCHEFOUCAULD, *Marie Leczinska*.

1. Je voudrais remercier Olivier Ihl de la lecture attentive qu'il a bien voulu accorder à une première version de ce texte, ainsi qu'à Carolina González, qui m'a aidé dans le travail de dépouillement d'archives de presse.

Les commémorations du 11 septembre chilien en 2003 ont conclu à bien des égards une longue période de luttes commémoratives et de passions mémorielles. Une date devenue depuis largement légendaire, voire mythique, puisque les ironies de l'histoire universelle ont voulu que cette même date coïncide avec l'attentat aussi spectaculaire que meurtrier aux Twin Towers à New York, en 2001.

Pourtant, le 11 septembre 2003 a donné lieu au Chili à des commémorations qui ont fini par faire oublier qu'il existait un autre 11 septembre, beaucoup plus récent et à la résonance beaucoup plus actuelle et universelle. Cette centralité du 11 septembre chilien trois décennies plus tard explique la profusion de théories, spontanées et éclairées, concernant la force mémorielle particulière qui s'attacherait au nombre 30², à la différence notoire du vingtième anniversaire du coup d'État. Mais plus profondément, la passion suscitée par cette date suggère d'emblée l'ampleur du travail de mobilisation commémorative dont le Chili a fait l'expérience, et auquel ont pris part aussi bien l'État que des agences publiques et privées, la plupart du temps de façon dispersée, souvent de manière concurrentielle, dans une sorte de foisonnement à la hauteur de la centralité dont bénéficie cette date. C'est en effet par dizaines que l'on peut compter les livres publiés à cette occasion. Non moins importante a été l'actualité d'un marché musical marqué par la nostalgie des sons et des rythmes entendus il y a trente ans, depuis la musique des Quilapayún jusqu'aux formes les plus récentes du chant politiquement engagé (comme par exemple celui des Illapu). D'une rare abondance a été l'activité universitaire cette année-là, sous la forme de colloques, séminaires et journées d'étude innombrables. Quant à la télévision, entre la mi-juillet et la mi-septembre, c'est à plus d'une quarantaine d'émissions que les citoyens chiliens, métamorphosés en public de spectateurs, ont pu assister, sans oublier le fait que le trentième anniversaire du coup d'État se trouvait quotidiennement présent au journal télévisé, sous la forme d'informations concernant diverses dates intermédiaires.

2. C'est ainsi que, par exemple, Tomás Moulian, un des plus influents sociologues chiliens, faisait de ces trente ans d'histoire un « âge qui, dans le cycle vital des êtres humains, s'assimile à l'entrée dans l'âge mûr » (Moulian, 2002).

C'est cette mobilisation commémorative qui a été enregistrée par les sondages d'opinion. C'est ainsi qu'à la question de savoir « Avez-vous vu une émission de télévision ou lu un reportage dans un journal sur les 30 ans du 11 septembre 1973 ? », 62 % des Chiliens répondent affirmativement (CERC : *Informe de prensa encuesta nacional*, 2003), un taux de réponse impressionnant dans la mesure où il permet de se faire une idée de la centralité médiatique que les commémorations du 11 septembre 2003 ont pu atteindre, au point peut-être de saturer les spectateurs si l'on croit à un sondage de la Fondation Futuro : 67,5 % des enquêtés déclarent « ne pas s'intéresser » au sujet du coup d'État et 56 % des sondés considèrent « excessifs » le temps et la place que les médias ont consacré aux événements d'il y a trente ans³ (*La Segunda*, 5 septembre 2003).

Surexposition médiatique et, peut-être, saturation semblent être les caractéristiques générales de la réception de la mobilisation commémorative entreprise de manière croissante à partir de la mi-juillet 2003. Mais qu'en est-il des significations véhiculées par ce foisonnement commémoratif ? Et d'abord, est-on sûr de savoir ce qui a été finalement commémoré ? Une question apparemment anodine, mais qui touche du doigt les enjeux d'une date aussi célèbre qu'opaque. La chute de la démocratie ? Bien sûr, mais d'une démocratie qui pour certains était déjà défaillante et qui pour d'autres se trouvait en proie soit à la dégénérescence (à droite), soit à sa régénération (à gauche). La mort d'un président ? Certes, mais son suicide relève pour ses opposants d'antan de sa propre faute, et pour ses partisans d'une volonté de domination de la droite, sans oublier que la représentation du décès d'Allende sous la forme du meurtre déjoue encore les certitudes de l'autopsie. La mise en place d'une dictature ? Sans doute, bien que le désaccord sémantique soit de règle, puisque d'aucuns préféreront parler de « gouvernement » ou de « régime militaire », alors que d'autres choisiront de nommer ce régime comme un « autoritarisme », et d'autres encore comme une « dictature ». Ici comme ailleurs, choisir des mots revient à choisir des armes.

D'une manière générale, on essaiera de mettre en évidence les enjeux qui entourent les commémorations du 11 septembre depuis trente ans, ce qui nous mènera à rester attentifs à la façon dont on commémore et dont on nomme les enjeux qui sont liés à cette date à divers moments du temps. En procédant de cette manière, on se dote des moyens pour montrer que, en l'espace de trente ans, on est passé d'une célébration, voire d'une fête, à des commémorations.

3. Il convient toutefois de relativiser ces résultats d'enquête, pour deux raisons. D'abord, parce que la Fondation Futuro est directement liée et financée par un grand patron chilien, Sebastian Piñera, au demeurant président de Rénovation nationale, l'un des deux partis de l'opposition de droite. Ensuite, parce que la méthodologie employée pose de nombreux problèmes, notamment du fait qu'elle est téléphonique, et compte tenu du caractère très imparfait du mode d'échantillonnage.

UNE NOUVELLE FÊTE NATIONALE

La matérialisation brutale du coup d'État le 11 septembre 1973 au petit matin a certes suscité des douleurs individuellement inoubliables chez des nombreux Chiliens, dont rend compte encore aujourd'hui l'enregistrement froid de ces émotions accompli par plusieurs sondages d'opinion au cours de l'an 2003. C'est ainsi qu'une enquête de la Fondation Futuro réalisée au mois de juillet faisait état de 70 % de personnes ayant plus de 44 ans qui déclaraient sentir de la « tristesse » à la question de savoir si, pour elles, « le 11 septembre a été un jour de tristesse, de joie ou d'indifférence » (Fundación Futuro, 2003). S'agissant d'une population qui, au moment du coup d'État, avait au moins 14 ans, il est intéressant de mettre en contraste ce sentiment massif de tristesse en 2003 et la joie, voire le bonheur de la « majorité » des Chiliens seulement un an après la chute de la démocratie. Il y a là, sans doute, suffisamment de place pour les petites et grandes tricheries de la mémoire individuelle qui, trente ans après, permet tantôt d'oublier la joie effectivement vécue, tantôt de refouler un sentiment et le souvenir de celui-ci, tous deux devenus publiquement inavouables, et dans tous les cas de se méprendre sur l'ampleur des passions suscitées à l'époque par le coup d'État.

Il ne faut pas oublier qu'il y a trente ans, l'opposition de droite et les forces armées revendiquaient l'interprétation du désir collectif, censé être majoritaire au sein de la population, de renversement du gouvernement de l'Unité populaire, notamment à la suite de cette véritable censure votée par la majorité de droite et démocrate-chrétienne à la Chambre des députés le 20 août 1973 à l'encontre de l'administration de Salvador Allende. C'est cette censure qui se trouve à l'origine de ce mot étrange, à l'allure légale, presque administrative : *pronunciamiento*, qui renvoie à une prise de position officielle de l'une des deux chambres du pouvoir législatif, qui a précédé et, pour certains, légitimé le renversement de Salvador Allende trois semaines plus tard au moyen d'un coup d'État qui, encore aujourd'hui, n'est pas forcément reconnu comme tel⁴. Mais surtout, il faut signaler que ces mêmes disputes historiographiques ont eu lieu dans des espaces profanes au cours des mois qui précédèrent le 11 septembre 2003, par exemple entre des lecteurs de journaux, au terme d'une véritable guerre de mots. C'est ainsi

4. Il convient de noter à cet égard que les débats entre historiens, notamment entre l'historiographie conservatrice dont le chef de file est Gonzalo Vial et l'historiographie révisionniste devenue dominante au Chili dans les années 1990 (Armando de Ramón, Alfredo Jocelyn-Holt, Gabriel Salazar, pour ne citer que quelques noms, tous très différents entre eux mais reconnus au moyen de divers prix), se retrouvent bien souvent dans d'autres espaces nationaux à propos d'enjeux de mémoire tout à fait comparables, dont la manière de nommer et de parler du passé ou encore la façon d'enseigner ce que Tyack appelle les « vérités publiques » (Tyack, 1999 ; Levy, 1999 ; Evans, 2003).

que, par exemple, un jour après la publication d'une lettre de l'ancien commandant en chef de la Marine Jorge Arancibia (devenu depuis sénateur) dans laquelle il faisait état de sa « préoccupation » quant à la manière dont le gouvernement du président Lagos était en train de commémorer le *pronunciamiento* du 11 septembre 1973, il se voyait rétorquer par une lectrice : « de même que la grande majorité des Chiliens et citoyens du monde nous disons, sans euphémisme, coup militaire (*golpe militar*) » (*La Segunda*, 2 septembre 2003). Une dispute terminologique qui se répétera à plusieurs reprises et sur divers terrains et objets : « célébration » vs « commémoration », « gouvernement militaire » vs « dictature », « excès » vs « violations des droits de l'homme », etc.

C'est sans doute le souvenir envahi par la peur, voire la panique d'un gouvernement de gauche à la rhétorique révolutionnaire menaçante, qui explique que le *pronunciamiento* du 11 septembre 1973 ait rapidement été retraduit comme une « deuxième indépendance ». Une indépendance qui, à l'instar de celle qui a eu lieu le 18 septembre 1810 sous la forme d'un premier acte d'autonomie politique⁵, a fait du 11 septembre 1973 le « Jour de la libération contre les marxistes » (*El Mercurio*, 31 août 1974) et, pourrait-on ajouter, un moment essentiel de libération d'une peur longuement contenue qui s'exprimait, un an plus tard, en un véritable défoulement festif. En effet, selon le compte rendu du *Mercurio* de la fête du 11 septembre 1974, par ailleurs largement confirmé par de nombreux témoignages, c'est bien le peuple qui refait son apparition, mais un peuple décrit comme homogène, harmonieux, unifié par un patriotisme exubérant, au sein duquel chaque Chilien participant aux festivités était la synthèse d'un tout : la Nation. Ce n'est plus à « la population de Santiago » que l'on avait affaire, mais plutôt « au peuple du Chili » constitué tantôt en « foule enthousiaste », tantôt en personnes équivalentes qui, « n'ayant rien à voir avec des classes sociales », étaient unifiées par un « amour pour la Patrie » dont le pendant était le port généralisé de symboles nationaux : « un emblème, un petit drapeau chilien, un écusson, une scarapelle, un insigne, symbolisant les couleurs de la patrie avec l'étoile solitaire » (*El Mercurio*, 12 septembre 1974). À cet égard, la représentation d'un peuple dépourvu de qualités autres que celles attachées à la nation est d'autant plus intéressante qu'elle s'accompagne souvent de la sollicitation du terme foule.

5. Ce jour-là, une junte de gouvernement est formée dans le Chili colonial, dans le cadre de la déposition du roi d'Espagne Fernand VII sous l'avancée de Napoléon. La formation de cette junte est interprétée comme un acte d'autonomie politique qui préfigure l'indépendance définitive du Chili en 1818, dans la mesure où elle était dirigée par des hommes nés sur cette terre.

Mais de quelle foule s'agit-il ? D'une foule qui, parce qu'elle se dé-foule en excipant de manière ostentatoire des symboles nationaux appartenant à tous, et en dépit de son rapport extatique à la danse commune (la *cueca*) et à l'intonation « réitérée » d'airs « martiaux » désormais popularisés (par exemple, la chanson de Yungay⁶), est suffisamment encadrée et, si l'on peut dire, apaisée pour cesser de faire peur. Le 11 septembre 1974 a bien été une « célébration publique et massive », se traduisant en un important travail de mobilisation entrepris par des agences publiques et privées très différentes. Une célébration qui a vu la publication massive de « publicité payante » dans les journaux au moyen de laquelle « les entreprises publiques, les entreprises et les commerces privés, voire de simples particuliers saluaient la Junte militaire », et qui donnera lieu en 1975 à « la réalisation d'un concours de vitrines à Santiago » (Candina, 2002, p. 13). Au milieu de ces célébrations, c'est la foule qui s'impose avec éclat, une foule d'autant plus apaisée qu'elle est encadrée par un programme de célébrations imbu du folklore chilien le plus traditionnel. Il faut prendre toute la mesure de la différence qui sépare ces sons traditionnels de la musique et la culture engagée sous l'Unité populaire, laquelle investissait le folklore de significations politiques libertaires, voire révolutionnaires. C'est pourquoi *El Mercurio* a tant insisté, lors des célébrations du 11 septembre 1974, sur la présence des « groupes musicaux les plus caractéristiques » (*El Mercurio*, 5 septembre 1974). C'est cet enthousiasme encadré par les traditions artistiques les plus chères au Chili qui explique la composition moins sociale que morale de la foule lors des célébrations du 11 septembre : des « travailleurs honnêtes » et des « Chiliens patriotes qui acceptent n'importe quel sacrifice afin de sauvegarder leur liberté » (*El Mercurio*, 8 septembre 1974). Un peuple-patriote qui, au lendemain des célébrations, est décrit sous sa physionomie paysanne et non plus ouvrière comme c'était le cas lors des manifestations de soutien au gouvernement de l'Unité populaire, non sans insister auparavant sur le caractère de « joie spontanée » selon les dires d'un paysan anonyme (*El Mercurio*, 12 septembre 1974). On ne peut donc s'étonner que cet enthousiasme presque effréné, et pourtant maîtrisé, se soit exprimé dans des espaces autres que celui de la fête, par exemple sur le lieu de travail et notamment dans les mines de cuivre où, selon un dirigeant syndical, des records de production ont été atteints en 1974, doublant la production de cuivre moyenne sous l'Unité populaire (*El Mercurio*, 6 septembre 1974).

6. Il s'agit d'une chanson destinée à célébrer la victoire de l'armée chilienne sur les troupes de la confédération formée par le Pérou et la Bolivie, le 20 janvier 1839, dont les deux premiers vers montrent bien les rapports de connivence qui unissent désormais l'armée et le peuple depuis le 11 septembre 1973 : « Chantons la gloire du triomphe martial/ que le peuple chilien a obtenu à Yungay ».

Dès lors, le travail de mise en équivalence, voire de synonymisation du 11 septembre 1973 (« deuxième indépendance ») avec le 18 septembre 1810 (date officielle de l'indépendance nationale), montre bien comment le calendrier commémoratif est bouleversé. C'est en effet le caractère de jour à part de la première date marquée par l'interruption des activités quotidiennes dans l'après-midi, et de jour férié de la seconde, qui a permis de faire du « 11 » (comme on dit au Chili) le moment initial des festivités nationales, lesquelles concluent le 19 septembre, avec la réalisation de la traditionnelle parade militaire⁷. Il s'agit bien, en effet, des mêmes symboles qui sont sollicités ; ce qui change, c'est le moment de leur appel. Désormais, le temps des célébrations nationales s'allonge d'une semaine au gré des caprices du calendrier, puisque les « vitrines commerciales ont commencé à montrer cette semaine des décorations et des allégories en souvenir du premier anniversaire du *pronunciamento* » (*El Mercurio*, 7 septembre 1974).

Cette coïncidence des deux dates, le 11 et le 18 septembre, lors d'un même mois déstabilise l'harmonie traditionnelle du calendrier national non sans susciter de l'étonnement, puisque « c'est un fait insolite qu'une date se charge d'histoire en l'espace d'un an, et atteigne à notre vue la taille et la signification des événements nationaux », si bien que les fêtes nationales connues de tous « nous semblent différentes en cette année 1974 » (*El Mercurio*, 11 septembre 1974). Au-delà du fait que l'usage du pluriel pour nommer la fête nationale vise encore le 18 et le 19 septembre (ce qui est appelé au Chili *Fiestas Patrias*), ces deux dates traditionnelles semblent différentes non pas parce qu'elles sont investies de significations nouvelles, mais plutôt parce qu'elles cessent de détenir le monopole des réjouissances nationales et populaires, au point de risquer d'être dépossédées de leur centralité commémorative. Tel a été le cas de la « Marche pour la Patrie » (*Marcha por la Patria*), une cérémonie sans lendemain devant avoir lieu à Valparaíso le 19 septembre en guise de « démonstration civique que l'on prétend rendre

7. C'est ainsi que l'Association nationale d'employés fiscaux (ANEF), une entité qui « rassemble plus de 350 000 Chiliens », constate *dès le 6 septembre* que « les magasins de la capitale sont en train d'être décorés avec des motifs patriotiques qui orneront les vitrines et les rues jusqu'après le "18" ». (*El Mercurio*, 6 septembre 1974). À côté de l'intronisation du 11 septembre, il conviendrait de s'arrêter plus longuement sur sa nationalisation, dont quelques pistes sont fournies par *El Mercurio* à propos des programmes des célébrations dans plusieurs grandes villes. Ainsi, à Arica, dans l'extrême nord du Chili, il est prévu la formation d'une étoile humaine sur le terrain de football du principal stade de la ville, alors qu'à Rancagua, au centre du pays, « les femmes de la ville « arriveront jusqu'à la Place des Héros, à midi, portant chacune une fleur blanche » (*El Mercurio*, 10 septembre 1974).

traditionnelle » (*El Mercurio*, 17 septembre 1974) et que l'on soupçonne relever d'une volonté politique visant à déplacer le centre de gravité des célébrations nationales du 18 au bénéfice du 11 septembre.

Si l'esprit de fête nationale n'est pas parvenu à s'objectiver de manière durable sur le 11 septembre au fil des ans, c'est sans doute parce qu'il ne revient pas au même de détourner le jour de la fête nationale vers une autre date et d'inventer une date originale, fondatrice. À cet égard, la transformation du 14 juillet français est intéressante à analyser, puisque, s'il est vrai qu'il s'agit d'une date qui s'est longtemps trouvée dans un rapport de concurrence avec plusieurs autres de savoir afin de répondre à la question quel moment de la Révolution commémorer⁸ (Almavi, 1997), l'enjeu au Chili était non plus d'investir, mais de déposséder et de vider de contenu une date déjà consacrée.

Dès lors, ce n'est nullement une surprise de constater que, dès 1977, on est passé d'une « fête » où on célébrait ni plus ni moins que la « deuxième indépendance » du Chili à une « commémoration » davantage marquée par la sobriété (*El Mercurio*, 10 septembre 1977). À première vue, il semble qu'il s'agisse d'un aveu de défaite dérivé de l'objectivité d'un calendrier irréformable. Ainsi, ce n'est pas un hasard si en 1977 le journal *El Mercurio* insiste davantage sur les différences mesurables et positives du progrès par rapport au passé récent (*El Mercurio*, 6 septembre 1977), ou si en 1980 ce même journal appelle les Chiliens à se prononcer en faveur de « l'échafaudage du régime (*obra gruesa*) sur des travaux à moitié terminés » (*El Mercurio*, 2 septembre 1980) lors du plébiscite constitutionnel, après quoi il faudra célébrer non pas le 11 septembre, mais la victoire électorale. Et pourtant, il ne faut pas se méprendre sur ce qui se trouve en jeu dans le passage de la fête à la commémoration, dans la mesure où la volonté de laisser des traces durables non pas sur la mémoire collective, mais sur ses supports matériels, prend désormais largement le devant. Ainsi, alors que les commémorations de 1977 se caractérisent par une sobriété commémorative se traduisant par l'inauguration de logements sociaux et de chemins et par l'envoi d'« aide médicale, dentaire, sociale » aux plus démunis (*El Mercurio*, 10 septembre 1977), c'est à cette même période que l'on assiste à l'ouverture de la première étape d'une des principales artères de la capitale, l'avenue du 11 septembre, dont la deuxième partie sera inaugurée à l'occasion du septième anniversaire du *pronunciamento* (*El Mercurio*, 11 septembre 1980). Le passage de la fête à la commémoration sans faste ne signifie donc nullement la disparition de la

8. De même, on lira avec intérêt le beau livre d'Olivier Ihl (1996), notamment les pages 111 et suiv., « Le renouveau du 14 Juillet ».

volonté des gouvernants de faire du 11 septembre une date à part, fondatrice, désormais objectivée en un nom de rue destiné à représenter l'émergence d'un Chili nouveau, dont l'indépendance originaire est redoublée par une geste libératrice légitimée par la Chambre des députés au mois d'août 1973 et, qui plus est, avalisée par les pères fondateurs de la patrie selon le commentaire autorisé des historiens conservateurs de la période.

Au-delà du travail historiographique au terme duquel les figures d'O'Higgins et de Portales sont investies de significations libératrices et de restauration de l'ordre par des gouvernants intéressés à inscrire la refondation du Chili dans une continuité fondamentale, il est instructif de s'arrêter sur le pendant matériel de cet aval symbolique, lequel acquiert une grande centralité lors des commémorations du 11 septembre à partir de 1978. C'est ainsi que Bernardo O'Higgins, héros national principal de la guerre d'indépendance contre les Espagnols au terme de laquelle il est devenu le « Père de la Patrie » (*Padre de la Patria*), a souvent été un symbole à la valeur politique convoitée, notamment au cours de la campagne présidentielle de 1970 qui a vu la victoire de Salvador Allende sur ses deux rivaux d'alors. Au cours de cette campagne, en effet, l'état-major du candidat de la gauche a tenté d'investir la figure d'O'Higgins de significations proches d'une entreprise révolutionnaire, laquelle servait d'aval à l'« indépendance économique et sociale » qui était incarnée par Allende, ce qui n'a pas manqué de susciter une polémique acerbe avec la droite⁹. Dès lors, on ne peut être surpris que les nouveaux gouvernants, sous l'égide du général Pinochet, aient à leur tour essayé de « récupérer » la figure légitimante et unificatrice d'O'Higgins, dans un contexte non démocratique qui était le résultat d'une division profonde des Chiliens. Pour ce faire, rien de mieux que d'ériger un monument à la mémoire du Père de la Patrie face au Palais de La Moneda, récemment restauré, en guise de repère durable du nouveau régime. Si durable que le nouveau monument à la mémoire d'O'Higgins est, en réalité, le produit complexe de la fusion de deux monuments, l'un à l'existence très ancienne

9. C'est notamment au moment de l'anniversaire d'O'Higgins, au mois d'août, que cette figure héroïque et consensuelle était revendiquée et la signification politique de sa vie réinterprétée. C'est ainsi qu'est reproduite, dans les pages du journal *Puro Chile* étroitement lié à la candidature d'Allende, la célèbre phrase d'O'Higgins, « Je déteste l'Aristocratie », afin de montrer que c'était bien du côté des plus humbles que le Père de la Patrie se situait, tout comme Allende : insertion électorale de l'état-major de Salvador Allende, *Puro Chile*, 19 août 1970, suivies de nombreuses réactions scandalisées dans *El Mercurio* les jours d'après, ainsi que par un arbitrage favorable à Allende par le président de l'Instituto o'higginiano, le sénateur radical Anselmo Sule : *Puro Chile*, 20 août 1972.

et consensuelle¹⁰, l'autre consistant en une nef extérieure faite de pierre verte, avec un souterrain en marbre, ayant à la surface une flamme représentant la liberté, et dont la date de l'inauguration est inconnue¹¹. Une fusion complexe et, qui plus est, progressive, puisque ce n'est que le 20 août 1979, le jour de l'anniversaire d'O'Higgins, que cet Autel de la Patrie (comme il est désormais baptisé) est solennellement inauguré, dans la mesure où il accueille les restes de ce père fondateur. Or, l'érection de ce monument complexe relève bien d'une entreprise de redéfinition de l'histoire récente du Chili, puisque la figure d'O'Higgins est resignifiée sous la forme d'une véritable symbiose architecturale tendant à dire deux choses : d'abord que le Chili a conquis depuis peu sa « deuxième indépendance », ensuite qu'il a retrouvé une liberté qu'il convient de commémorer.

Pas très différente est la fonction remplie par Diego Portales, une figure politique du premier tiers du XIX^e siècle qui a été largement investie et sollicitée par les vainqueurs de 1973. Et pour cause. Diego Portales fut en effet le véritable architecte d'un État en forme au Chili, doué d'autorité et d'efficacité, non pas comme chef de l'État, mais comme ministre de l'Intérieur, dans le sillage d'une crise politique et sociale résolue par la main forte de cette figure de proue. Dès lors, on peut comprendre que Pinochet, à l'instar de Portales, ait pu se présenter comme une solution restauratrice, d'ordre, ce qui se retrouve aussi bien dans le nom du bâtiment servant de siège à la Junte militaire de gouvernement (*Edificio Diego Portales*) que dans le titre d'un livre rédigé par un historien conservateur, *De Portales a Pinochet* (Bravo Lira, 1985).

Il faut donc se garder de concevoir le passage de la fête à la commémoration seulement comme un aveu de défaite. Certes, il était finalement impossible de désinvestir le 18 septembre de toutes ses significations consensuelles, afin de les déplacer vers une date plus récente mais dépourvue de cette présomption d'unanimité qui est le propre de toute fête nationale. Mais en même temps, le marquage de la ville dont témoigne l'érection du monument-symbiose d'O'Higgins et le baptême d'une des principales artères de Santiago (l'avenue du 11 septembre), ainsi que l'usage étatique qui est fait de Portales, sont là pour rappeler que le *pronunciamento* de 1973 relève moins du caprice que d'une refondation, voire d'une régénération du Chili.

10. Réalisé par le sculpteur Albert-Ernest Carrier-Belleuse, il a été inauguré le 19 mai 1872 : *Catálogo de obras escultóricas y monumentos comuna de Santiago*, Dirección de Ornato, Parques y Jardines, Fiche n° MA-7, sans date.

11. « Postérieurement à l'année 1974 », selon la définition vague proposée par le *Catálogo de obras escultóricas y monumentos comuna de Santiago*, Dirección de Ornato, Parques y Jardines, Fiche n° MA-8, sans date.

C'est d'ailleurs ce qui transparait du retour momentané de la fête au moment de la réalisation d'un plébiscite, au mois de septembre 1980, voué à légitimer une nouvelle Charte fondamentale (toujours en vigueur, faut-il le rappeler). Ce plébiscite a été le motif de célébrations importantes au Chili, mais surtout, il révèle bien son esprit fondateur dans la mesure où il invisibilise de façon délibérée et définitive une date concurrente : le 4 septembre, date traditionnelle où était célébrée au Chili l'élection présidentielle, dont celle d'Allende. C'est ainsi qu'*El Mercurio* se fait explicitement le vecteur de l'extinction du 4 septembre en tant que date politiquement et socialement pertinente, en signalant que depuis sept ans « la machine de propagande » antigouvernementale atteignait « des périodes de dépression et d'apogée », dont l'une se situe au mois de septembre, « parce que l'on commémore l'anniversaire de l'élection d'Allende » (*El Mercurio*, 15 septembre 1980). Plus pour longtemps, puisque à partir de 1980, le 11 septembre gagne en efficacité, passant du jour du *pronunciamiento* militaire à la date de réalisation d'un plébiscite constitutionnel largement remporté par les gouvernants, devenant ainsi une date davantage durable et objectivée.

Or, la célébration de la victoire plébiscitaire au mois de septembre 1980 s'est prolongée, un an plus tard, sous la forme d'une fête destinée à accompagner la promulgation de la nouvelle Constitution, ce qui permettait au 11 septembre d'acquérir une nouvelle vitalité. C'est ainsi que ce 11 septembre revitalisé – par exemple sous la forme de jour légalement férié à partir de 1981¹² (Candina, 2002, p. 23) – marque le début officiel « des glorieuses fêtes de septembre », « le caractère festif de cette date se justifiant pleinement, puisqu'il signale le moment où, grâce à l'intervention des forces armées et des Carabiniers, le pays a récupéré son cours naturel, alors perdu parmi les déviations marxistes » (*El Mercurio*, 11 septembre 1981). C'est le 11 septembre 1980 et 1981, et pas ensuite, que l'on retrouve les mêmes descriptions d'enthousiasme populaire qui accompagnent désormais la célébration à la fois du *pronunciamiento* et de la promulgation d'une nouvelle Constitution, une date qui gagne ainsi davantage de densité historique et

12. De manière fort intéressante, l'historienne Candina constate, à partir de ses entretiens, que « tous les interviewés et les personnes avec qui nous avons soutenu des conversations sur ce sujet ne se rappelaient pas 1981 comme l'année où le 11 septembre est légalement devenu jour férié : il existe la perception que le 11 a "toujours" été férié, c'est-à-dire depuis 1974 ». Ce faisant, cela ratifie le caractère de jour spécial doté d'une force particulière, capable de suspendre les routines quotidiennes au point de faire oublier que ce jour-là on allait à l'école et on travaillait une partie de la journée.

qui se substitue au dessein à peine dissimulé de transférer les significations unanimes du Chili libre du 18 septembre 1810 à la représentation polémique d'une liberté retrouvée le 11 septembre 1973¹³.

On s'explique donc que les commémorations du 11 septembre sous la dictature n'aient pas été suivies de célébrations massives d'un Chili régénéré, puisque la refondation du pays ne relève pas de la ferveur constante du peuple, mais plutôt de son objectivation dans une nouvelle Constitution... sauf lorsque Pinochet, devenu formellement président de la République en 1974, a été victime d'un attentat le 6 septembre 1986. C'est à ce moment, en effet, que le 11 septembre récupère de manière exceptionnelle cette force célébratrice qui depuis 1977 s'était affaiblie au bénéfice d'une entreprise commémorative plus austère. C'est ainsi que dès le lendemain de l'attentat manqué qui s'est soldé par la mort de cinq des escortes du général Pinochet¹⁴, on voit réapparaître le rassemblement massif de personnes sur l'espace public afin de ratifier la signification – dangereusement oubliée – du 11 septembre, au moyen d'une *concentración* qui, selon le Front national d'organisations autonomes (FRENAO), est le résultat d'une « majorité silencieuse du pays qui est en train de se réveiller »¹⁵ : comment ne pas rappeler que ce que l'on célèbre c'est « le *pronunciamiento* du 11 septembre, qui est une éphéméride nationale, qui apparaît sur le calendrier marqué en rouge, de la même manière que l'on célèbre le 21 mai ou le 18 septembre » ?¹⁶.

On ne peut s'étonner toutefois que le retour de la célébration du 11 septembre en 1986 comme s'il s'était agi d'une fête nationale n'ait pas eu de suite les années suivantes. Tout d'abord, l'entreprise fondatrice ne

13. Selon Candina, « c'est depuis 1977 qu'a été étudiée l'inclusion du 11 septembre parmi les éphémérides nationales » (2002, p. 14). Peut-être. Mais les célébrations des années 1974-1976 l'installaient déjà dans les faits.
14. Produisant ainsi l'occasion pour une nouvelle commémoration, réitérée d'année en année, cette fois-ci en souvenir de ces cinq soldats tombés sur les lieux de l'attentat.
15. Il est intéressant de noter que, depuis 1973, le mot *concentración* réapparaît pour la première fois à cette occasion de manière légitime, un mot servant à désigner des occupations politiques massives de l'espace public, au lieu du terme « manifestation » qui s'imposera dans les années 1990. Or, une *concentración* possède une connotation de force qui ne se retrouve plus dans le mot davantage policé de « manifestation », dans la mesure où ce qui est visé c'est davantage qu'un rassemblement de personnes : c'est à une véritable constitution, par fusion ou concentration visuelle, d'une masse à laquelle le mot fait référence, l'idée de force et d'énergie y étant donc déjà présente dans sa seule énonciation.
16. Lieutenant-colonel Hernán Núñez Manriquez, directeur des organisations civiles, cité dans *El Mercurio*, 9 septembre 1986. Le 21 mai est commémoré le combat naval d'Iquique, lequel a eu lieu en 1879 en pleine Guerre du Pacifique, une date qui rappelle l'héroïsme d'une poignée de marins commandée par le capitaine Prat, tous morts au moment d'aborder le bateau adversaire.

dépendait plus de la célébration d'une date devenue jour férié, mais bien plus fondamentalement d'un repère durable, sous la forme d'une Constitution qui s'inscrit dans la durée à partir du 11 septembre 1981 et dont l'efficacité relève aussi bien de la commémoration du plébiscite qui accompagne sa légitimation que de son application. Ensuite, l'opposition à la dictature était, à partir de 1983, suffisamment forte et dotée de visibilité sociale pour parvenir à investir la date du 11 septembre de nouvelles significations, chargées de douleur et de tristesse, dans des lieux de mémoire aussi différents que le cimetière général, les bidonvilles des quartiers périphériques, le stade national et la principale artère de Santiago, l'Alameda. En troisième lieu, l'efficacité relève désormais de la reproduction bureaucratique, elle-même relayée par les médias, depuis la coordination des pratiques par l'imposition du férié légal jusqu'à la police des esprits par le biais de discours et de textes officiels. Enfin et surtout, la force de cette date ne dépend pas d'une quelconque énergie intrinsèque si chère à la pensée essentialiste, mais bien du fait qu'il s'agit d'une date habitée et incarnée par une personne, en l'occurrence par un leader et un chef providentiel, Augusto Pinochet.

L'HÉROÏSATION DE PINOCHET ET LA RATIFICATION CALENDRAIRE DU CHARISME

La célébration du 11 septembre jusqu'en 1977, puis sa commémoration, ont coïncidé et procédé d'un travail de production et de ratification périodique de la légitimité du nouvel ordre politique à travers la mise en exergue de la figure providentielle, héroïque et souvent sacrificielle du général Pinochet. C'est là une grande différence par rapport à plusieurs dictatures militaires qui, à l'époque, monopolisaient (ou presque) le paysage politique latino-américain.

Pourtant, une fois renversé le président Allende, rien ne semblait présager la forte personnalisation du pouvoir politique au Chili après 1973, ne serait-ce que par le fait que le pouvoir exécutif et législatif était désormais détenu par une structure collective, la junte, réunissant les commandants en chef des trois armes de la Défense nationale ainsi que le général directeur des Carabiniers. À vrai dire, on sait peu de choses sur les rapports de coopération et de rivalité qui ont scandé la transformation de la junte en une forme d'exercice du pouvoir politique de type présidentiel, y compris dans sa rhétorique consacrée. C'est ce parcours encore inconnu depuis un acteur héroïque (les militaires, les forces armées) et une instance formelle d'exercice du pouvoir politique (la junte), tous deux collectifs, jusqu'à la figure individuelle et providentielle du leader et du chef, qui est rythmé par un certain nombre de transformations institutionnelles : en juillet 1974

Pinochet devient président de la junte ; au mois de décembre de la même année il est investi président de la République ; au mois de janvier 1978 a lieu une première tentative de légitimation électorale du régime militaire largement centrée sur le chef de l'État, au moyen d'une Consultation nationale¹⁷ ; quelques mois plus tard, le rival le plus visible de Pinochet au sein de la junte (le commandant en chef de l'Armée de l'air Gustavo Leigh) est évincé ; le 11 septembre 1980 est votée une nouvelle Constitution consacrant en même temps et électoralement Pinochet comme président de la République ; un an plus tard est promulguée la Charte fondamentale, à quoi il faudrait ajouter l'installation d'un langage et d'une étiquette présidentielles de manière concomitante à toutes ces transformations (réapparition du titre « Son Excellence », à la résonance républicaine, pour désigner le président Pinochet ; réajustement des règles de protocole à partir de la figure présidentielle ; accomplissement de certains rituels présidentiels inhérents à la démocratie chilienne tels que le *Te Deum* œcuménique au mois de septembre de chaque année, etc.).

On ne peut donc s'étonner qu'au moment de célébrer, puis de commémorer le 11 septembre, on assiste progressivement à une sorte de synonymie entre la date et le nom du gouvernant. De ce point de vue, la date du 11 septembre procède de la production et de la ratification charismatiques d'un gouvernement présidentiel à la fois héroïque et providentiel et, inversement, l'investiture présidentielle de Pinochet contribue à la revitalisation de la date au moyen de sa personnalisation et, si l'on peut dire, de son incarnation par un chef qui, à l'instar des deux corps du roi analysés par Kantorowicz (1985), possède non pas deux corps mais deux natures politiques indissolublement liées : d'abord la nature instable, propre de l'autorité charismatique wébérienne, du chef héroïque ; ensuite la nature de plus en plus objectivée et bureaucratique du président de la République¹⁸.

Dès lors, on comprend qu'au moment de célébrer le premier anniversaire du *pronunciamiento*, les destinataires principaux des réjouissances soient les forces armées et non le président de la Junte. À cet égard, il est tout à

17. La question qui avait alors été posée aux Chiliens était : « Face à l'agression internationale déployée à l'encontre du gouvernement de notre patrie, je soutiens le président Pinochet dans sa défense de la dignité du Chili, et je réaffirme la légitimité du gouvernement de la République pour guider de façon souveraine le processus d'institutionnalisation du pays. »

18. En ce sens, Huneus se méprend sur les caractéristiques de Pinochet, en écartant d'emblée l'hypothèse d'une autorité qui se légitime à partir de ressources charismatiques, lorsque cet auteur signale que « la légitimation charismatique n'a pas été présente, puisque Pinochet ne possédait pas les conditions exceptionnelles qui la définissent » (Huneus, 2000, p. 255, note 5).

fait révélateur de la centralité de cette figure collective de constater, dans la ville d'Iquique au nord du Chili, que les célébrations acquièrent la physiologie de « quatre soldats avec leurs fusils, représentant les quatre armes de la Défense nationale » au moyen de jeux de lumière projetés sur un immense bâtiment (*El Mercurio*, 10 septembre 1974). Non moins différent est le cas, toujours intéressant à analyser dans la mesure où il s'agit d'une symbolique proprement étatique qui en dit long sur la place qui est accordée à des héros dont l'identité est fort variable selon les pays et les conjonctures¹⁹, de l'émission d'une série de cinq timbres-poste totalement axés sur les forces armées, au prix de l'invisibilisation totale de Pinochet, dont le rôle se réduisait à l'époque à parler face à la foule *au nom de* la junte, « afin de fêter le jour, d'assurer la liberté et de remercier l'adhésion d'un peuple sincère » (*El Mercurio*, 12 septembre 1974)²⁰.

Pourtant, déjà en 1974, l'héroïsation de Pinochet se trouvait en germe, puisque c'est à l'occasion du premier anniversaire du *pronunciamiento* que l'on peut entendre, dans la bouche des personnes venues au parc Bustamante donner libre cours à leur joie, des phrases élogieuses à l'égard du président de la Junte, ce « Monsieur Pinochet, qui a parlé aujourd'hui très joliment et a dit toute la vérité²¹ ». Les célébrations de l'année suivante se déroulèrent sous la férule désormais présidentielle de Pinochet, une férule qui ne relevait toutefois pas totalement de ressources charismatiques, ne serait-ce que par le fait que le chef de l'État était encore concurrencé, aussi bien au sein de la junte que par d'autres généraux, sur le destin à assigner au nouveau régime. Autrement dit, le président Pinochet et le 11 septembre étaient, en 1975, encore séparés. C'est pourquoi, en 1975, les célébrations se sont largement portées sur l'inauguration d'un monument voué à signifier ce que le 11 septembre voulait dire, la « Flamme de la liberté », le feu étant – selon un des organisateurs de la cérémonie, Eduardo Boetsch – « un symbole de la liberté », mais aussi d'« épuration » (*El Mercurio*, 10 septembre 1975). Ce

19. Tantôt des scientifiques, comme par exemple en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne (Jones, 2001), tantôt des militaires comme au Chili au lendemain du coup d'État.

20. Il s'agit de cinq timbres-poste, chacun tiré à cinq millions d'unités, dont la légende « Hommage aux forces armées et aux Carabiniers du Chili » en dit long sur ce qui est sous-jacent au premier anniversaire du *pronunciamiento*. Or, ces mêmes forces armées ne feront plus l'objet d'émissions spéciales par la suite (exception faite d'une émission destinée à commémorer le cinquantième anniversaire de l'Armée de l'air chilienne en 1980) : voir <www.sellosdechile.com>.

21. María Durán, *pobladora* (habitante d'un bidonville), citée dans *El Mercurio*, 12 septembre 1974. Mais il ne faut pas se méprendre : le seul emploi du « monsieur Pinochet » montre bien que ce n'était pas (encore) tout à fait lui le destinataire des éloges et des réjouissances.

faisant, ce que Huneeus appelle la « personnalisation du pouvoir » était différé vers un proche avenir, sans qu'il soit important de savoir si cette personnalisation était le fruit d'une volonté individuelle visant à « avoir » du pouvoir (en bonne logique substantialiste) ou si elle était le résultat complexe de la conjonction de luttes, dynamiques et conjonctures qui firent de Pinochet un acteur parmi d'autres d'un destin particulier qui serait le sien.

C'est ce proche avenir qui, au moment de commémorer le quatrième anniversaire du *pronunciamiento*, allait coïncider avec un succès diplomatique de Pinochet à l'étranger, en l'occurrence à Washington dans le cadre d'une conférence de l'OEA, lequel serait profusément célébré par la presse. C'est ainsi qu'*El Mercurio*, d'emblée, circonscrit explicitement ce quatrième anniversaire sur le périmètre politique et individuel du président Pinochet, qui venait d'obtenir « un succès *personnel* » à Washington. « Comme d'habitude, Son Excellence le président de la République a assumé personnellement et directement les risques de l'opération », au terme d'une stratégie qui a consisté à aller « se montrer, s'exposer, pour donner une leçon de courage, de sérénité et de sécurité », défiant « l'isolement en sortant physiquement de la barrière » (*El Mercurio*, 11 septembre 1977). On le voit, tous les attributs individuels du leader exceptionnel se trouvent désormais réunis, largement détachés des institutions militaires parce que fondamentalement rattachés à un charisme dont l'efficacité réside dans son dynamisme, en l'occurrence dans son actualisation à l'occasion d'une entreprise diplomatique périlleuse. C'est dire en même temps combien s'est transformée la signification du 11 septembre en l'espace de quatre ans, passant de l'état de fête nationale tirant son origine du patriotisme collectif des institutions militaires, à la condition de commémoration au milieu de laquelle la figure de Pinochet devient particulièrement saillante, aux dépens des forces armées. Cette saillance finit, à défaut d'absorber complètement la date du 11 septembre, par se fusionner avec elle, au terme d'un processus de synonymisation commémorative entre une date et un chef.

C'est cette centralité nouvellement acquise par Pinochet qui se décèle dans des gestes aussi anodins et anecdotiques que le port de la bande tricolore sur la poitrine présidentielle si précisément décrit par *El Mercurio* (12 septembre 1977) : « Vêtu d'un impeccable costume de gala, la bande présidentielle en bandoulière sur la poitrine, Pinochet s'est adressé pendant presque deux heures à un important auditoire et à tout le pays, sur une chaîne de radio et de télévision », ou encore par la force d'attraction du président qui, depuis son bureau de travail, « a reçu les félicitations de la part des ministres d'État, secrétaires d'État, autorités et délégations des forces armées et de l'ordre » (*El Mercurio*, 12 septembre 1977). C'est dans ce même registre que s'inscrit, un an plus tard, l'assistance massive de « milliers de

personnes [...] à la résidence du président de la République afin de lui témoigner leur adhésion», celui-ci ne manquant pas à son tour de « se confondre, ému, avec la masse citoyenne » (*El Mercurio*, 12 septembre 1978)²².

Les années suivantes, notamment à partir du moment où le processus d'institutionnalisation du régime militaire est engagé au moyen d'un plébiscite constitutionnel et de la promulgation de la Charte fondamentale, la mise en exergue de Pinochet et de ses attributs de chef (de l'État) acquiert une nouvelle tournure, portant davantage sur ses traits de caractère et ses propriétés morales. C'est ainsi que lors des commémorations du 11 septembre en 1981, on passe – moyennant la routinisation de ses ressources charismatiques qui portaient à le décrire au préalable comme un guerrier et un chef héroïque – à des descriptions journalistiques qui appréhendent Pinochet – à partir de la figure formalisée, codifiée, institutionnalisée et donc objectivée de l'institution présidentielle²³ – comme un homme extraordinaire au point de vue des caractéristiques de sa personnalité, lesquelles ne manquent pas de s'inscrire dans la définition de l'institution : « l'autre caractéristique du système, c'est la présence d'un gouvernant dont la personnalité vigoureuse s'est imposée au pays d'une manière sans précédent », une « personnalité qui a rendu possible la formation du [nouveau] cadre économique et social », si bien que « sans la perception claire et la fermeté du président de la République, les transformations profondes qui ont été réalisées dans l'État et dans le pays ne seraient pas concevables » (*El Mercurio*, 11 septembre 1981). Dès lors, ce sont bien des ressources charismatiques historiquement différentes qui sont ainsi mobilisées, au sens où il s'agit de ressources suffisamment routinisées pour participer à l'institutionnalisation d'un nouveau régime qui se nourrit non seulement de la personnalité « ferme » et « vigoureuse » du président, mais aussi d'attributs moraux tels que sa grande « sensibilité sociale » (Rafael Cumsille, président de la Confédération du commerce au détail), sa « préoccupation profonde » pour les plus démunis (Guillermo Medina, dirigeant syndical des mineurs du Teniente) et sa capacité à s'émouvoir, montrant ainsi que « c'est un homme qui a un cœur bien à sa place » (Muñoz, 1981). Autrement dit, il s'agit d'un ensemble d'attributs deshéroïsés, parce que routinisés, dans le cadre d'un régime stabilisé au moyen d'une Constitution vouée à perdurer. Ce faisant, ce qu'on produit surtout ainsi, c'est la coïncidence entre une date revitalisée par une figure présidentielle

22. C'est à cette occasion que l'on voit affleurer *massivement* les portraits, fièrement portés par les manifestants, d'un leader dont l'identité charismatique coïncide désormais avec la date du 11 septembre.

23. Pour reprendre les propriétés générales de l'institutionnalisation de la fonction et du poste présidentiel selon Bernard Lacroix et Jacques Lagroye, « Introduction » (Lacroix et Lagroye, 1992, p. 7-12).

qui l'incarne au prix d'une déshéroïsation qui relève de son objectivation constitutionnelle permettant de l'inscrire sur la durée. Au bout du compte, à partir de 1981, la date du 11 septembre change de nature, dans la mesure où elle devient synonyme d'une figure présidentielle durcie par la règle et dans les faits, produisant ainsi ce que l'on appelle au Chili une pinochétisation du mois de septembre et, de ce fait, du régime militaire.

La réapparition d'une dimension sacrificielle au mois de septembre 1986 est à cet égard une exception, puisqu'elle procède d'une réaction à l'attentat manqué à l'encontre de Pinochet. Certes, on peut douter qu'il y ait eu « un demi-million de manifestants » sur les rues de Santiago lors des manifestations de soutien à Pinochet (*El Mercurio*, 10 septembre 1986). En revanche, il est intéressant de constater que ces milliers de manifestants portaient des pancartes avec la photographie du général Pinochet en uniforme et non seulement comme président vêtu en civil, au demeurant accompagnées de slogans belliqueux (« main dure » étant le plus sollicité), montrant ainsi une réactivation des ressources héroïques qui se sont trouvées à l'origine de son charisme, de nature héroïque et guerrière. Mais s'il s'agissait de réactiver des ressources héroïques sous la forme d'un « sacrifice personnel » de Pinochet pour le Chili (*El Mercurio*, 10 septembre 1986), cela ne pouvait être que momentané, tant était grande la routinisation de l'association entre le 11 septembre et la figure présidentielle objectivée au moyen d'une Constitution. Si objectivée que deux ans plus tard, le président Pinochet devait se présenter à une réélection de nature plébiscitaire, dont la campagne pour le Oui en 1988 le présentait davantage comme un chef d'État que comme le général victorieux d'une guerre inexistante le 11 septembre 1973.

LA DÉNATIONALISATION DU 11 SEPTEMBRE ET L'ANONYMISATION D'ALLENDE

À strictement parler, la présomption d'unanimité et de légitimité qui entourait le 11 septembre sous ses deux versants, celui de la célébration et celui de la commémoration, a commencé à être publiquement défiée au moment même où cette date tendait à coïncider avec l'institutionnalisation de la figure présidentielle au point d'en devenir synonyme. Certes, on pouvait assister déjà à la fin des années 1970 à de petites commémorations courageuses lors du premier mai sur les rues du centre civique de Santiago, ce qui cessait d'être vrai lors des dates commémoratives du mois de septembre, notamment le 4 et le 11. À cette occasion, on assiste plutôt à un décentrement aussi géographique que discret des commémorations du 4 et du 11 septembre par l'opposition de gauche notamment, depuis le centre civique vers le

Cimetière général de Santiago, notamment au « Patio 29 », un site où l'on savait que se trouvaient enterrés clandestinement les corps d'un certain nombre d'exécutés politiques, sans oublier les petites processions commémoratives de la mort d'Allende au cimetière de Santa Inés, à Valparaíso, où seules des fleurs régulièrement déposées sur la sépulture d'Eduardo Grove pouvaient faire penser qu'une figure importante s'y trouvait anonymement ensevelie.

À cet égard, on sait peu de choses de la manière dont on commémorait la mort d'Allende sur une sépulture quasiment clandestine d'un cimetière de Valparaíso, ce qui ne manque pas de rappeler de façon saisissante la commémoration dont faisait l'objet Imre Nagy par ses partisans hongrois dans un site également clandestin d'un cimetière de Budapest, à ceci près que le héros de la révolution hongroise de 1956 y était enterré avec plusieurs centaines d'étudiants, tous exécutés à la suite de la contre-révolution qui verrait la prise de pouvoir par Janos Kadar (Benziger, 2000). Dans les deux cas, en effet, on observe pendant des années non pas des cortèges, mais de petits groupes de personnes anonymes qui, arrivant au pied de la sépulture, déposaient des rameaux de fleurs, au terme d'une entrée aussi discrète que possible au cimetière, d'après les témoignages de participants d'alors que nous avons pu recueillir. Toutefois, une différence de taille réside dans la forte charge symbolique des commémorations qui avaient lieu sur la tombe de Nagy et ses compatriotes – le *kegyelet*, une sorte de rite piaculaire « très valorisé dans la société hongroise » (*ibid.*, p. 143), dont l'absence de réalisation officielle était devenue « intimement liée à la résistance au régime » (*ibid.*, p. 149-150) –, alors que les commémorations sur la tombe d'Allende étaient ou bien anonymes et silencieuses, ou bien marquées à partir de 1983 par des cérémonies politiquement plus explicites (*El Mercurio*, 12 septembre 1983) et, un peu plus tard, davantage régies par des conflits et des divisions parmi les militants de gauche venus s'incliner devant l'ancien président (*El Mercurio*, 12 septembre 1987).

Ce qui se dégage de ces contre-commémorations du 11 septembre, d'abord privées et clandestines, puis de plus en plus explicites mais marquées par des luttes intestines au sein de la gauche, c'est sans doute une mise en forme qui fait des gestes, du paysage sonore et du foisonnement de symboles politiques un véritable rituel d'opposition qui se stabilise au cours des années 1980²⁴. Mais un rituel dominé par des commémorations sans faste de la part du régime militaire, au terme de quoi il résulte une forte invisibilisation d'Allende, au point qu'il se voit dissocié de toute signification pertinente

24. Pour une analyse intéressante et riche en enseignements concernant la signification politique de certains hommes illustres, on lira avec intérêt le travail d'Emmanuel Fureix (2002).

concernant le 11 septembre. Il convient de noter, en effet, qu'Allende a été certes largement responsabilisé et culpabilisé de la chute de la démocratie par les autorités civiles et militaires du nouveau régime, mais rarement stigmatisé comme traître, antipatriote, voire antichilien, des attributs pourtant constitutifs des réputations négatives consacrées aux membres de l'Unité populaire. Sans doute la mort héroïque d'Allende au moment du bombardement du palais présidentiel n'a pas été un obstacle pour asseoir l'idée de la faute irresponsable, mais elle ne permettait pas de le définir à partir de la logique du stigmatisme indigne. C'est pourquoi, tout comme Nagy en Hongrie, Allende a fait l'objet d'un ostracisme dont témoigne sa sépulture privée et anonyme dans un cimetière de Valparaíso et, plus largement, d'une anonymisation d'autant plus ostensible qu'elle contrastait avec la mise en exergue initiale des forces armées, puis avec l'éclat de la figure providentielle de Pinochet, et finalement avec la routinisation du président-général au moyen de l'objectivation de l'institution présidentielle, autant de moments de mise sous silence de la figure toujours menaçante du chef de l'État déchu en 1973, devenu littéralement innommable. Ce n'est qu'au moment de contre-commémorer le 11 septembre qu'affleuraient des propriétés antagonistes à celles de Pinochet et du poste présidentiel, ce qui était surtout le cas le 4 septembre, date traditionnelle d'élection des présidents de la République au Chili qui permettait d'asseoir la valeur intarissable du suffrage universel, ce qui explique par ailleurs l'occultation complète de cette date concurrente par les hauts dignitaires du régime militaire. Dès lors, pendant toute la décennie 1980, les contre-commémorations du coup d'État militaire et non plus du *pronunciamiento* se concentraient fondamentalement sur deux sites, le Cimetière général à Santiago et le Cimetière de Santa Inés à Valparaíso, pour ensuite tourner à la violence ouverte dans les rues du centre civique et dans les quartiers périphériques de la capitale, participant ainsi de la redéfinition du mois de septembre comme d'un « septembre rouge²⁵ ».

Avec l'instauration d'un régime démocratique au mois de mars 1990, les nouvelles autorités ont vite compris la nature conflictuelle du 11 septembre, une date qui prolongeait la tradition de mois violents, puisqu'il servait d'occasion pour célébrer pêle-mêle pour les uns la défaite du communisme, la promulgation d'une nouvelle Constitution et la libération du Chili, et pour les autres de commémorer un jour de tristesse marqué par la mort de milliers de Chiliens, dont le président Allende. C'est pourquoi très vite s'est

25. C'est avec raison que l'historienne Candina (2002, p. 27) constate la mise en place d'une « tradition d'un "septembre rouge" qui s'est consolidée d'année en année, affirmée par la contestation dans la rue et par les crimes contre la vie : l'assassinat d'André Jarlan en septembre 1984, la découverte d'arsenaux clandestins en 1985 [...] et l'attentat » à l'encontre de Pinochet en 1986.

installé l'enjeu d'éliminer le caractère de jour férié du 11 septembre, ce qui suscitait le refus unanime et outragé de la droite, ainsi que le rejet virulent du général Pinochet, devenu depuis 1990 commandant en chef de l'Armée de terre en vertu de la Constitution de 1980. C'était là une manière de dénationaliser une date qui, comme on dit, divise les Chiliens, en la rayant littéralement du calendrier à partir du moment où elle devenait un jour comme n'importe quel autre.

C'est ainsi que, d'année en année, les commémorations officielles du 11 septembre débutaient par une messe à La Moneda, date à laquelle jamais un président de la République ne s'est trouvé au palais présidentiel entre 1990 et 2000, arguant de voyages impromptus, d'un agenda surchargé ou de maladies inattendues, révélant ainsi une véritable dérobade commémorative qui se traduisait en mise à distance et une invisibilisation des trois chefs de l'État (Aylwin, Frei et, dans une moindre mesure, Lagos) lors d'une date pas comme les autres. Ces commémorations officielles étaient suivies de contre-commémorations jamais reconnues comme telles, notamment à l'École militaire, et de commémorations partisans de la part de la gauche au Cimetière général sur la tombe d'Allende, dont les restes ont été transférés depuis Valparaíso jusqu'à la capitale afin de l'enterrer publiquement, à défaut de pouvoir le faire officiellement, dans la mesure où les forces armées ont refusé avec véhémence de lui rendre un hommage d'État au moment des funérailles publiques tenues le 4 septembre 1990 (Joignant, 1998, chap. 5). Depuis cette date, en effet, l'épicentre des commémorations du 11 septembre se déplace depuis le « Patio 29 » jusqu'au mausolée familial d'Allende, tous deux au Cimetière général, ce qui coïncide avec la démultiplication, sous forme de dispersion, des lieux commémoratifs de plus en plus sollicités : anciens centres de détention (Villa Grimaldi, Stade national, pour citer deux des plus célèbres), défilés au nombre de participants décroissant au fur et à mesure que l'on avance dans la décennie 1990 sur les principales rues du centre civique, rassemblements dans de nouveaux lieux de mémoire (le Mémorial des détenus disparus, par exemple).

Ce qui frappe au cours de cette période, c'est la poursuite de l'anonymisation de Salvador Allende, en dépit du fait qu'il a été solennellement enterré, comme si ce rituel funéraire imparfait (ce n'étaient pas des funérailles d'État) avait été le prix à payer pour un silence prolongé autour de sa figure et de sa mémoire, un silence qui s'exprimera sous la forme d'une amnésie prolongée affectant la société chilienne, laquelle ne sera qu'épisodiquement bouleversée par ce que Wilde appelle des « irruptions de mémoire » définies comme des « événements publics » qui surgissent virtuellement et « soudainement » dans la « conscience nationale », tantôt suscités par des « faits du hasard » (la découverte de sépultures clandestines, par exemple),

tantôt provoqués par des « acteurs étatiques » qui échappent à l'emprise du « gouvernement élu » (les menaces proférées au moyen de mises en scène par les forces armées, par exemple) (Wilde, 1999).

Mais ces irruptions de la mémoire, faut-il le signaler, suivent également au cours des années 1990 le rythme prévisible de dates à commémorer. À cet égard, les mois d'août et septembre constituent autant d'occasions périodiques de réactiver des souvenirs individuels et de briser les routines de l'oubli, celles-là même qui se trouvent à l'origine de l'invisibilisation du président de la République tous les 11 septembre. Sans doute, ces dérobades réitérées du chef de l'État s'expliquent par la présence menaçante des forces de l'ancien régime, toujours prêtes à réagir de manière virulente lorsque la redéfinition du 11 septembre se trouve en jeu. C'est ainsi que, en 1992, à la suite de la dérogation manquée du caractère férié du 11 septembre par le Sénat, le sénateur désigné Santiago Sinclair (qui plus est ancien vice-commandant en chef de l'Armée de terre) estime que la raison avancée par la coalition gouvernementale (« une date qui divise les Chiliens ») équivaut à « exprimer un refus à l'action entreprise par les forces armées et de l'Ordre : c'est ce que l'on prétend ? Je dois supposer que non » (*El Mercurio*, 2 septembre 1992). Ce rejet menaçant du projet de loi se retrouve également parmi les militaires, à l'instar d'Alfredo Núñez, général des Carabiniers, qui rappelle fièrement que le 11 septembre 1973 « nous nous sommes intégrés [avec les autres armes] afin de former les quatre épées disposées pour servir la Patrie » (*El Mercurio*, 3 septembre 1992). Le mot est lâché. Si le mois de septembre devient un mois gênant et inquiétant pour le gouvernement, c'est parce que face à lui s'érigent des forces armées fières de leur rôle. Si fières que, par exemple, l'Armée de terre « célébrait » le 11 septembre 1992 au moyen de 21 coups de canon, ce qui permettait au général Pinochet d'ironiser : « pourquoi ont-ils tellement peur de ces 21 coups de canon ? » (*El Mercurio*, 4 septembre 1992).

Dès lors, ce n'est pas un hasard si tous les mois de septembre depuis 1990 donnent lieu à des phénomènes de violence, d'abord chez les universitaires puis dans les quartiers populaires. Mais d'un point de vue commémoratif, ce qui devient la règle, c'est la dispersion des cérémonies de commémoration, au moyen de l'investissement de plusieurs lieux de mémoire par divers types d'acteurs, depuis les organisations de défense des droits de l'homme jusqu'aux partis politiques, en passant par toute une panoplie de fondations, associations et mouvements. C'est cette dispersion qui se traduit, dès 1990, par le bouleversement des itinéraires commémoratifs établis. C'est ainsi qu'on passe des commémorations dans des lieux de mémoire totalement prévisibles dans les années 1980 (notamment dans les cimetières et dans quelques rares centres de détention laissés vacants par les militaires) à des itinéraires sous forme de marches et de défilés beaucoup plus complexes,

lesquels ont largement évolué au cours des années 1990 au fur et à mesure que se multipliaient les nouveaux lieux de mémoire (monument d'Allende, mémorial des détenus-disparus, etc.). Dès lors, les cimetières perdent leur centralité, au bénéfice notamment du Palais de La Moneda, lieu de passage, puis de convergence de toutes les manifestations commémoratives une fois inaugurée la statue d'Allende, située sur un coin de la Place de la Constitution à laquelle fait face le palais présidentiel. À cet égard, il est intéressant de constater que dès 1990, les cortèges commémoratifs du 11 septembre passent sur le côté de La Moneda, s'arrêtant pour déposer des fleurs à l'endroit où, dix-sept ans plus tôt, il existait une porte latérale d'accès au palais, celle-là même qui était utilisée par Allende. Or, c'est bien le passage par la rue qui longe une aile de La Moneda qui s'est trouvé à l'origine de polémiques acerbes à partir de 1993, puisque le gouvernement – par l'entremise du ministre de l'Intérieur – s'est longtemps refusé à autoriser la circulation et l'arrêt des cortèges commémoratifs, ne serait-ce que pendant quelques instants, ce qui a débouché en 1994 sur la démission de l'intendant de Santiago en guise de désaccord avec cette interdiction.

Ce que révèle cet épisode commémoratif sur le seuil d'une porte inexistant, c'est moins une anecdote que l'expression d'une date gênante. S'il est vrai que cette date sera éliminée du calendrier des éphémérides nationales en 1998, au bénéfice d'un autre jour férié (le jour de l'« Unité nationale », célébré le premier lundi de septembre), il reste que le 11 septembre demeure une date problématique où s'affrontent deux définitions irréconciliables, l'une portée à signifier la refondation du Chili et la restauration de l'ordre social, l'autre vouée à rappeler la chute de la démocratie à la suite d'un coup d'État. Il s'ensuit une décennie dominée par des rapports commémoratifs irréconciliables au 11 septembre, d'autant plus qu'une fois éliminé son caractère de jour férié, son substitut voué à asseoir une représentation unitaire du Chili entrera en crise dès 1999... par le biais de propositions visant à l'éliminer.

TRENTE ANS APRÈS : LES PEURS COMMÉMORATIVES

Les commémorations des trente ans du coup d'État se sont accompagnées d'un vaste travail de mobilisation de la mémoire, au moyen de politiques étatiques dont le propos était de figer le souvenir sur des objets et des personnages bien délimités, canalisant ainsi les significations de « commémorer ». Comme il fallait s'y attendre, ces commémorations gouvernementales, donc officielles, n'ont pas manqué de susciter des polémiques parfois acerbes, ainsi que des contre-commémorations aussi bien de la part de la gauche la plus radicale qui se sentait exclue du programme officiel que de la droite sous

toutes ses formes, des partisans aux militaires à la retraite. Ce sont ces polémiques révisionnistes qui se sont traduites par une profusion d'articles de presse publiés sous forme d'éditoriaux, de rubriques d'opinion et de lettres de lecteurs par des historiens professionnels ou amateurs, dont le leitmotiv était de fonder la légitimité du coup d'État en raison de l'existence de responsabilités préalables uniquement imputables au gouvernement de l'Unité populaire. Tel est le cas, par exemple, de cet éditorial du journal conservateur *La Segunda*, dans lequel le coup d'État – jamais nommé comme tel si ce n'est par le biais de l'ellipse – est largement naturalisé : « il n'y a personne sérieusement qui ne reconnaisse le caractère inévitable de ce qui a eu lieu, que tous voyaient venir » (*La Segunda*, 28 août 2003). Il est vrai que la répression qui a suivi le coup d'État était généralement rejetée, sans qu'on remette en cause pour autant la nécessité de ce coup de force politique ni qu'on condamne les violations aux droits de l'homme comme telles, mais plutôt en vertu de leurs conséquences indirectes : « le 11 septembre marque ainsi, pour une part, la fin désirée d'une étape funeste, à un coût qui apparaît aujourd'hui excessif dans l'aspect humain, y compris le sacrifice volontaire de Salvador Allende, protagoniste principal de son propre échec » (*La Segunda*, 11 septembre 2003).

À cet égard, les disputes terminologiques au moyen desquelles on prétend désigner et signifier ce qui s'est passé il y a trente ans acquièrent une nouvelle vitalité. Loin d'être des coquetteries de langage, ce que ces batailles de mots mettent en évidence, c'est à la fois un enjeu de définition de ce qu'il faut « célébrer » ou « commémorer » trente ans après et des hésitations qui s'expriment dans des termes politiquement instables, qui révèlent bien plus profondément de véritables peurs commémoratives, se rapportant aussi bien à ce qu'il faut commémorer qu'à la manière et aux conséquences de le faire. Une partie de ces hésitations transparaît de cette curieuse distinction établie par Joaquín Lavín, principal leader de l'opposition de droite, entre « défilé » ou « manifester » le 11 septembre 2003. À la question de savoir de quelle manière il faudrait commémorer le trentième anniversaire du coup d'État, Joaquín Lavín, devenu maire de Santiago, plaide en faveur de la manifestation sous la forme d'une *concentración* « face à un lieu », au détriment du défilé dont l'itinéraire qui lui est consubstantiel permet que « beaucoup de choses [soient] cassées » (*La Segunda*, 22 août 2003). En ce sens, la *concentración*, dans la mesure où il s'agit d'un rassemblement statique de personnes dont le nombre en l'occurrence importe peu, se révèle moins « malsaine » (*dañina*) que le défilé, conçu comme rassemblement mobile d'individus difficiles à maîtriser (*ibid.*). Mais plus largement, ce choix du terme *concentración* exprime à la fois un réinvestissement conservateur du mot et une peur commémorative susceptible d'adopter la physionomie de la violence.

C'est cette peur à l'égard de la violence qui se reflète dans la manière dont ont été décrits les faits et méfaits de la manifestation de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) un mois avant les commémorations du coup d'État. C'est ainsi que, presque à la manière d'un prélude des violences commémoratives, le directeur général des Carabiniers, Alberto Cienfuegos, a tenté une typification de la violence manifestante au moyen d'une typologie des accusés et des suspects : « *lumpen*, délinquants, rupturistes, anarchistes, des gens qui sont contre tout » (*La Segunda*, 22 août 2003)²⁶, autant d'expressions d'individus et de groupes qui, littéralement, font peur, tant est grande leur violence, y compris sur les forces de l'ordre. C'est cette même peur sociale, retraduite politiquement, qui a mené le pouvoir exécutif à présenter un projet de loi dont l'objectif déclaré était de « sanctionner jusqu'à la tentative d'attaque » sur les carabiniers, « même si celle-ci ne produit pas d'effet » (*La Segunda*, 21 août 2003).

Comment conjurer ces peurs commémoratives ? Voilà une question à laquelle ont tenté explicitement de répondre un certain nombre de personnalités, en se demandant comment atteindre « un "11" sans barricades dans les quartiers, sans pneus incendiés au milieu des rues, sans feux de circulation arrachés, sans vitrines brisées, sans *miguelitos*²⁷ dans la rue, sans interruption de lumière (*apagones*) [...] et sans blessés ou morts. Un "11" sans peur » (*La Segunda*, 22 août 2003). Une question dont les réponses trahissent bien souvent l'emprise de la position sociale occupée par les répondants et révèlent – à la manière d'une radiographie des passions politiques – les craintes et les peurs de commémorer le 11 septembre. Il s'agit de 18 personnalités appartenant à diverses organisations politiques et sociales, ainsi qu'à des agences de l'État. Dès lors, à la question de savoir comment vivre « un "11" sans peur », tous les répondants estiment pertinent d'y répondre. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la pétition d'« absence policière » sur les lieux de rassemblement et de mémoire de la part de César Quiroz (porteur du Mouvement Manuel Rodriguez, l'expression politique d'un ancien mouvement de guérilla urbaine sous la dictature, désormais disparu), et de Mireya García (vice-présidente de l'Association des familles des détenus disparus). Cette réponse dénote une peur axée sur la police et contraste radicalement avec la position d'autorités politiques gouvernementales et locales, dont l'une des fonctions est le maintien de l'ordre : la mise en place

26. Le mot *lumpen*, à la connotation très stigmatisante en espagnol, tire son étymologie de l'allemand *lumpenproletariat* ; il désigne au Chili des individus dépourvus d'attaches sociales claires et caractérisés par des comportements violents et proches du banditisme.

27. Les *miguelitos* sont de petites technologies violentes faites à partir de plusieurs clous tordus, dont la fonction est de crever les pneus des voitures, notamment de la police, et plus généralement de provoquer des embouteillages.

d'« une forme de circulation sur la Place de la Constitution » où se trouve le palais présidentiel (José Miguel Insulza, Ministre de l'Intérieur) ; « davantage de présence policière » (Jorge Burgos, ancien secrétaire d'État de l'Intérieur devenu député DC) ; « que les manifestations, cérémonies ou défilés soient autorisés, avec la lumière du jour et une heure de fin » (Ramón Farías, maire) ou « que l'Alameda ne soit pas utilisée » (Juan Saavedra, maire) (*ibid.*). On a là deux types d'approches antagonistes des commémorations qui dénotent des peurs se rapportant aux risques de débordement et de déferlement de violence, ce qui permet à une députée de droite de prôner l'interdiction pure et simple : « J'empêcherais tout type de manifestation » (María Angélica Cristi), ou, à l'inverse, de plaider pour une démultiplication des espaces manifestants : « Faire de la place au *lumpen* pour qu'il fasse sa propre manifestation (autorisée) dans laquelle ils se défoulent et ils expriment ce qu'ils veulent, ce qui leur fait mal et ce qui leur manque » (Elia del Caso, animatrice de télévision) (*ibid.*). C'est dire combien les peurs suscitées par les commémorations du 11 septembre 2003 se trouvaient présentes, et combien elles pouvaient susciter des désaccords concernant la manière de les conjurer.

Certes, il y a bien eu de la violence les jours qui ont précédé le 11 septembre, et *a fortiori* le jour même de la commémoration, en dépit du fait que l'accès à des lieux de mémoire aussi connotés que le monument de Salvador Allende, situé sur la Place de la Constitution, était largement régulé de façon à la fois temporelle et spatiale²⁸ : pour ce jour,

le gouvernement a décidé d'autoriser, à partir de 13 heures, que différentes organisations politiques ou de droits de l'homme aillent sur la Place de la Constitution rendre hommage à Salvador Allende au pied de la statue du Mandataire renversé. L'autorisation a été accordée de manière différenciée, afin que chacune de ces entités puisse réaliser l'activité de façon séparée et ne pas donner lieu à des désordres » (*La Tercera*, 21 août 2003).

Mais en même temps, s'il y a eu de la violence, il s'agissait d'une violence décalée par rapport aux lieux de mémoire et de commémoration, la plupart du temps dans les quartiers périphériques et populaires des grandes villes, notamment à Santiago. Violence spatialement décalée, mais surtout socialement illégitime, dans la mesure où elle se déplace et se décentre complètement des lieux de commémoration, au point de faire oublier le lien entre la mémoire d'une date et la violence qu'elle a pu indirectement susciter. Ainsi les peurs commémoratives se confirment, et expliquent l'émergence

28. À quoi il faudrait ajouter la stratégie de désactivation de la violence dans des lieux traditionnellement chauds comme les universités, au moyen de leur fermeture : *La Segunda*, 27 août et 8 septembre 2003.

d'un vocabulaire rarement employé au Chili à propos de situations politiques. Tel est le cas de l'apparition de « tourbes » dans certaines *poblaciones* de Santiago, par exemple à La Pincoya où « une tourbe de plus de 100 jeunes a installé hier soir des barricades incendiaires » (*La Segunda*, 4 septembre 2003), ou encore le jour même de la commémoration du 11 septembre dans un quartier populaire au sud de la capitale, à Lo Hermida, où « des violentistes ont saccagé sept magasins, dont une pharmacie et une boucherie », ainsi qu'« un jardin d'enfants, où ils ont volé des berceaux (*cunas*) et des jouets d'enfants » (*La Segunda*, 12 septembre 2003)²⁹.

Ces violences décalées, qui étaient souvent typifiées par les autorités gouvernementales et policières comme « anomiques », au terme d'une véritable sociologie spontanée qui permettait même d'inventer de nouvelles catégories – « vandalisme électrique » (*La Segunda*, 12 septembre 2003), « groupes asystémiques », ou encore « vandalisme dévoyé » (*La Segunda*, 12 septembre 2003) –, montre la manière dont la mémoire d'une date restait là inexprimée, vouée au silence d'un nombre sur le calendrier. Mais est-on sûr de savoir pour autant ce qui était effectivement commémoré le 11 septembre 2003 ? Est-ce qu'il était clair pour tout le monde, l'enjeu commémoratif ? Comme dans toute entreprise commémorative portant sur « un passé difficile³⁰ », c'est bien la définition de l'enjeu commémoratif qui se trouve impliquée dans tous les moments et occasions solennels de solliciter la mémoire déposée sur un monument ou objectivée dans une date. Car, Pierre Nora l'a merveilleusement montré, « les lieux de mémoire ne sont pas ce dont on se souvient, mais là où la mémoire travaille ; non la tradition elle-même, mais son laboratoire » (Nora, 1997, p. 17). Or, le travail de la mémoire relève bien de ce à quoi pensent, dont parlent et sur quoi agissent

29. On entend par « violentisme » (*violentismo*) au Chili des nouvelles formes de violence, distinctes de celles classiquement liées à la politique. C'est en effet au début des années 1970 que le journal conservateur *La Segunda* s'est évertué à inventer ce néologisme, dont la réussite sociale sera aussi immédiate que durable. Une réussite si rapide que le journal *El Mercurio* consacra à l'invention du mot un article quelques jours après (*El Mercurio*, 12 février 1970), en essayant de préciser son champ sémantique et ses usages. C'est ainsi que ces formes censées être nouvelles de la violence consistent en l'usage de la force « à l'encontre des personnes ou des choses afin d'exprimer une plainte ou d'imposer une conception sociale ou politique » (*ibid.*). En ce sens, c'est parce qu'il y a en elles une intention de rendre visible une plainte politique ou des malaises sociaux en imposant sa propre définition des enjeux que ces violences s'avèrent différentes de la guérilla ou du terrorisme. C'est donc parce que ces nouvelles violences deviennent fréquentes et très visibles qu'une entreprise de construction d'un nouveau mot pouvait avoir du sens, le néologisme s'imposant dans le vocabulaire ordinaire et étant réemployé plus de trente ans après afin de nommer des violences commémoratives.

30. Pour reprendre la formule de Robin Wagner-Pacifici et Barry Schwartz (1991).

les individus, et d'abord les agents investis d'autorité, pour inscrire des significations sur des lieux, des dates, voire sur des objets tels que des statues et des monuments dont les représentations et les significations peuvent profondément varier au cours du temps, notamment à l'occasion de « conjonctures critiques » dans lesquelles « les élites politiques se trouvent en concurrence pour la légitimité publique, [en agissant] comme des bricoleurs » (Forest et Johnson, 2002, p. 542).

LES DÉFINITIONS DE L'ENJEU

À bien des égards, l'année 2003 aura été une année marquée par des bouleversements commémoratifs, si l'on entend par là des dérogations d'hymnes ou protocoles, la naissance de cérémonies inédites, la réinauguration de monuments oubliés ou disparus, ou encore la muséification de tel ou tel objet. Dans tous ces cas, il y avait bien en jeu une définition de la date véhiculant des significations, la plupart du temps de manière implicite, ne serait-ce que par le fait que telle décision administrative ou telle cérémonie étaient porteuses d'un éloge ou d'un blâme sur le passé et ses principaux acteurs. Ainsi, la dérogation d'un hymne régional instauré sous le « gouvernement militaire », au moyen d'une décision prise par un conseil régional dans l'extrême sud du Chili (*La Segunda*, 5 août 2003), en dit long sur le blâme dont cette décision administrative était porteuse. À l'inverse, l'inauguration au début du mois de septembre d'un musée historique et militaire retraçant la trajectoire glorieuse de l'Armée de terre « jusqu'à la Guerre du Pacifique » à la fin du XIX^e siècle (*La Segunda*, 2 septembre 2003) participe d'une entreprise de légitimation de cette arme dans une conjoncture nouvelle, trahissant d'une certaine manière une définition dominée de l'enjeu : non plus ratifier le bien-fondé d'un *pronunciamiento* militaire dont l'usage du terme devient de plus en plus rare, mais justifier dans le présent la place de l'Armée de terre dont l'histoire et la gloire nourrissent l'État. Mais c'est sans doute dans l'échec d'une cérémonie devant avoir lieu à la Chambre des députés afin de proclamer solennellement un « plus jamais » à la chute de la démocratie, au motif d'une confusion entre une prise de position relative à l'avenir et un jugement rapporté au passé sous la forme d'un *mea culpa* jugé intolérable par les députés de droite, que l'on peut apprécier une définition concurrentielle des significations assignées à la date du 11 septembre (*La Segunda*, 8 septembre 2003). Mais était-il possible d'échapper à la confusion et au malentendu sans définir au préalable le but recherché par une déclaration de la Chambre des députés, donc l'enjeu commémoratif ?

Tel a été en tout cas le principal souci du gouvernement lors des semaines qui ont précédé le 11 septembre 2003, sans qu'il parvienne pour autant à échapper aux polémiques avec l'opposition de droite et une partie de la Démocratie chrétienne, pourtant au pouvoir. En ce sens, la question était de savoir quelle portée donner au 11 septembre, une date qui avait perdu son caractère de jour férié en 1998 au terme d'une manœuvre législative de l'ex-général Pinochet devenu sénateur à vie, sans que cela aboutisse à une anonymisation de la date. C'est à ce travail de définition des contours temporels de la date à commémorer que s'est attelé le gouvernement, notamment à travers son porte-parole Francisco Vidal. C'est ainsi que, tout d'abord, le porte-parole Vidal fournit une définition de la cérémonie commémorative de cette date à partir d'une contorsion vers l'avenir, en signalant que « la cérémonie (*acto*) du 11 septembre est une commémoration vue 30 ans après, et non 30 ans en arrière » (*La Segunda*, 29 août 2003). On retrouve la même contorsion dans bon nombre d'éditoriaux de journaux conservateurs, par exemple lorsque l'un de ceux-ci met l'accent sur « l'acte de naissance d'un pays différent » que la date a supposé et qu'il convient de commémorer (*La Segunda*, 11 septembre 2003). En même temps cependant, cette contorsion vers l'avenir est, à la manière d'un gymnaste qui, au moment d'atterrir sur les pieds, revient vers l'arrière au terme d'une nouvelle contorsion, rééquilibrée par la place accordée au passé lors des commémorations gouvernementales. C'est en ce sens qu'il faut comprendre ces deux types de rapports administratifs au 11 septembre 2003, rendus explicites par cette curieuse définition présidentielle de ce qui était commémoré, selon laquelle l'assistance à la cérémonie est tantôt obligatoire, tantôt volontaire : ainsi, « l'activité du Onze est gouvernementale et, par conséquent, tous les ministres, secrétaires d'État et chefs de service se sont engagés à assister », dans la mesure où « nous avons réaffirmé le caractère de la cérémonie, qui est de restauration et de revendication républicaine » (*La Segunda*, 27 août 2003), alors que la cérémonie du 10 septembre, ayant pour cadre une messe est de caractère volontaire. Pourquoi cette différenciation ? Parce que ces deux dates renvoient à des mémoires différentes, puisque le 10 septembre « il y aura un "souvenir" du président Salvador Allende » qui n'est pas tolérable pour des nombreux dirigeants politiques démocrates chrétiens qui ont été ses opposants, alors que le 11 septembre est une date où l'« on "rappellera" les 30 ans du coup » (*La Segunda*, 2 septembre 2003), un événement qui en revanche suscite suffisamment de consensus quant à son caractère tragique, et qui permet donc de commémorer ensemble. On le soupçonne, il s'agit de beaucoup plus qu'une coquetterie du calendrier commémoratif, dans la mesure où ce qui se trouve sous-jacent, c'est la coexistence de deux mémoires différentes incarnées par deux forces politiques (socialistes et démocrates chrétiens) dont la situation est de faire partie d'une même coalition gouvernementale.

Le 11 septembre 2003 ainsi défini, au terme de ce qui relève davantage de la contorsion que de la raison historique apaisée, n'a pas manqué de rendre possibles – en dépit de tout l'effort de vigilance commémorative déployé par le gouvernement – des polémiques parfois acerbes, sous le chef d'une présomption de réécriture de l'histoire. C'est ainsi que l'Union démocrate indépendante (UDI), principal parti d'opposition de droite, a pu voir dans la commémoration de cette date une occasion de « corriger la distorsion historique, mettre les choses à leur place et montrer la vérité complète de ce qui s'est passé au début de la violence politique au Chili il y a 40 ans³¹ ». À cet égard, le discours prononcé par le président de la République Ricardo Lagos le 11 septembre 2003 se trouve, précisément, au carrefour de ces polémiques qui, sans être explicitement nommées, sont tacitement avalisées au terme de la reconnaissance de plusieurs mémoires et de plusieurs histoires : « C'est un jour pour la mémoire [...] Ce n'est pas un moment pour l'analyse. Au contraire, c'est un moment pour le recueillement. Recueillement, en premier lieu, face à un grand acte, un très grand acte : le sacrifice suprême d'un président de la République dans l'exercice de son devoir face à l'investiture légitime qu'il détenait ; un acte de total renoncement personnel. » Mais c'est aussi une date « où, chaque jour davantage, la douleur se convertit en mémoire. En mémoire de tous les Chiliens. En mémoire partagée mais pas forcément commune³². » À travers la parole présidentielle, ce sont plusieurs histoires et mémoires qui accèdent à l'existence et sont reconnues comme légitimes. Mais en même temps, cette parole présidentielle impartiale qui se refuse de juger le passé n'a pas pu échapper à l'emprise de la figure sacrificielle de Salvador Allende, alors même qu'elle tentait de circonscrire un suicide qui n'était jamais nommé comme tel au moyen de « références aux attentats de New York et à la mort de la ministre suédoise des Affaires étrangères Anna Lindh³³ », qui a été assassinée quelques jours avant les commémorations.

Pour des raisons qui remontent à la détention de Pinochet à Londres en 1998, laquelle a permis l'expansion du dicible au Chili ainsi que la revendication de plus en plus orgueilleuse de la figure d'Allende par la gauche, c'est bien à une légitimation *post mortem* d'un président martyr qu'on assiste, le 11 septembre 2003 se présentant ainsi comme la date d'aboutissement spectaculaire d'une conjoncture inaugurée cinq ans plus tôt en Angleterre. C'est cette conjoncture, en effet, qui a permis de mettre au

31. Patricio Melero, secrétaire général de l'UDI, cité dans *La Segunda*, 26 août 2003. Voir également l'insertion de l'UDI publiée dans *El Mercurio*, 11 septembre 2003.

32. Discours du président Lagos, cité dans *La Segunda*, 11 septembre 2003.

33. « Lagos recordó a Allende y pidió unidad en acto conmemorativo en La Moneda », *La Segunda*, 11 septembre 2003.

banc des accusés, non seulement face au droit mais, plus profondément, face à l'histoire, le général Pinochet, à partir d'une réflexion ouvertement critique sur son administration, dont le moment politique sans doute le plus frappant a été l'aveu du candidat présidentiel de la droite Joaquín Lavín de voir Pinochet jugé au Chili, peu de temps avant le premier tour en 1999. Dès lors, et de manière tout à fait impressionnante, la figure la plus saillante lors des commémorations du trentième anniversaire du coup d'État était bien celle de Salvador Allende, une figure largement décrite sous les traits de l'héroïsme, voire de la virilité en politique, autant de propriétés qui contrastent cruellement avec la désacralisation du général Pinochet, dont la métamorphose en homme faible ne peut manquer de surprendre.

DE LA TRAGÉDIE À LA RÉPUBLICANISATION D'ALLENDE

À vrai dire, davantage qu'à une sacralisation d'Allende, c'est à une véritable iconisation qu'on a affaire en 2003, si l'on entend par la première le bricolage d'une figure intouchable qui n'est pas sans rappeler l'observation durkheimienne selon laquelle « la simple déférence qu'inspirent les hommes investis de hautes fonctions sociales n'est pas d'une autre nature que le respect religieux » (Durkheim, 1985, p. 304)³⁴, et par la seconde la construction d'une image de plus en plus désidéologisée et déshistoricisée. C'est en ce second sens qu'il faut comprendre la métamorphose d'Allende, devenu un icône universel, un peu à la manière de ce qu'est devenu depuis une vingtaine d'années Che Guevara (Joignant, 2003) auprès des jeunes : une figure non politique, vaguement libertaire, pas forcément de gauche, dont l'oubli de son rôle révolutionnaire sous la forme de la guérilla de son vivant n'a pas peu contribué à son actualité iconographique (affiches, badges, posters, etc.). Iconographiquement parlant, on passe dans le cas d'Allende d'une représentation largement établie au sein de la gauche du président coiffé de son casque et armé de sa mitrailleuse le jour du coup d'État à celle, plus elliptique, centrée sur la partie supérieure de son visage, où ce sont ses yeux protégés par ses célèbres lunettes qui deviennent saillants, et qui se reproduit

34. Une nature religieuse qui se traduit selon Durkheim « par les mêmes mouvements : on se tient à distance d'un haut personnage, on ne l'aborde qu'avec précaution, pour s'entretenir avec lui on emploie un autre langage et d'autres gestes que ceux qui servent avec le commun des mortels » (Durkheim, 1985, p. 304), ce qui préfigure déjà une adoration une fois que l'autorité ainsi investie meurt, surtout si au moment de son décès elle se trouvait en fonction. En ce sens, il faut prendre pleinement la mesure de ce qui se trouve impliqué dans cette description anodine de la réaction éprouvée par une adolescente de 17 ans lorsqu'elle a abordé Allende en 1971 : « je l'ai touché, maman, je l'ai touché [...] Il m'a donné la main. Il m'a regardé ! » (Raúl Pizarro Illanes, « ¡Cúdate, hombriii! », *Puro Chile*, 26 janvier 1971).

sur des affiches, des casquettes, des posters et des maillots à partir du concert-monstre réalisé à Santiago à sa mémoire les 5 et 6 septembre 2003 (« Le rêve existe »). En ce sens, cette métamorphose d'Allende n'est pas bien différente de celle qui a concerné le président Lincoln une fois assassiné, une métamorphose largement redevable aux effets sociaux produits par les « rituels funéraires » et non à une quelconque nature charismatique de ce chef d'État. C'est cette métamorphose qui s'explique au moyen de la distinction établie par Schwartz entre, d'une part, des « symboles nationaux » qui sont le fait de « rois, princes et présidents », en ce que « leurs vies ou leurs morts sont associées à des aspects fondamentaux de l'existence nationale », et d'autre part des « idoles nationales » qui portent à les concevoir comme doués de « caractéristiques personnelles valorisées et ayant accompli » des choses extraordinaires (Schwartz, 1991, p. 361, note 2).

Toutefois, dans l'ensemble, la référence à cette définition révolutionnaire du président martyr se trouvait bien présente, bien qu'en perte de vitesse, lors des commémorations du 11 septembre 2003, par exemple dans des spectacles artistiques et théâtraux qui faisaient largement appel à des ressources réalistes. Tel a été le cas d'un radiothéâtre diffusé le 11 septembre 2003 sur ce même jour trente ans plus tôt, où naturellement Allende était la figure la plus saillante, ce dont rend compte aussi bien le dessein réaliste de l'œuvre – « revivre minute à minute les événements du 11 septembre 1973 » (*La Segunda*, 19 août 2003) – que son titre, « L'épopée finale de Salvador Allende ». C'est qu'il s'agissait de reproduire, trois décennies plus tard, les sons du coup d'État, c'est-à-dire un dessein que le comédien Rodolfo Pulgar n'hésitait pas à décrire comme une tentative de « reproduire une atmosphère » (*La Segunda*, 11 septembre 2003) devenue inséparable de la voix d'Allende transmuée en discours d'adieu ce jour-là. C'est d'ailleurs cette représentation héroïque du président martyr largement imbue de réalisme sonore, mais aussi visuel par le biais des émissions télévisées montrant Allende au palais présidentiel quelques minutes avant de devenir l'objet de ce que Girard appelle la transgression « la plus fondamentale », l'incarnation de l'assassinat « de la différence » qui fait du régicide l'équivalent exact « dans l'ordre de la polis » du parricide dans l'ordre de la famille (Girard, 1990, p. 114), qui se reproduit dans des jugements politiques ajustés à la définition d'un meurtre sacrificiel : « il y a une chose, le jugement politique qu'à un certain moment on a eu à propos d'Allende, et une autre chose bien différente, le respect que l'on doit avoir pour un président qui a été virtuellement assassiné de manière violente³⁵ », ce qui n'est pas sans rappeler ce que dit

35. Sénateur DC Mariano Ruiz-Eskuide, cité dans *La Segunda*, 25 août 2003.

Tomic de la mort de son ancien rival lors des commémorations de 1990 : « il fut élu un 4 septembre et criblé de balles trois ans plus tard [...] Ils l'ont tué pour le mettre en silence³⁶ » (Tomic, 1990).

C'est encore cette représentation sacrificielle d'Allende qui se trouve présente dans le traitement gouvernemental de certains objets symbolisant la mort tragique de l'ancien chef d'État, à ceci près que ces politiques étatiques visent à pacifier cette figure présidentielle au moyen d'une muséification de sa mémoire. Arrêtons-nous sur quatre exemples afin d'illustrer notre propos. Le premier, sans doute le plus spectaculaire, a consisté en la réouverture d'une porte latérale du palais présidentiel connue par le nom de la rue et son numéro, « Morandé 80 », laquelle avait été clôturée dès le lendemain du bombardement de La Moneda. Certes, il y a bien une définition républicaine objectivée de cette porte latérale à nouveau ouverte, en ce que c'est à travers elle que le président Allende entrait quotidiennement au palais présidentiel, sans fanfares, ce qui en faisait une « porte mythique » (*La Segunda*, 21 août 2003). Mais en quel sens peut-on dire de cette porte qu'elle relève du mythe ? Sans doute parce que le président Allende en a fait un usage qui a été rapidement baptisé républicain, en ce qu'elle lui permettait de faire l'économie quotidienne des hommages militaires redevables à sa fonction et à la dignité de son poste. De même, « Morandé 80 » relève également du mythe « puisque sont sortis par là les survivants du bombardement du siège présidentiel », mais aussi « parce que c'est par là que les militaires ont sorti le cadavre du président Allende après son suicide » (*La Tercera*, 21 août 2003). On le voit, il y a bien deux définitions et, si l'on veut, deux mémoires inscrites sur cette porte latérale, l'une pacifique et républicaine, l'autre proprement tragique³⁷. Dès lors, on s'explique l'énorme attente suscitée par la réouverture de cette « porte mythique », au terme d'une « cérémonie émouvante » chargée de symbolisme qui privilégiait seulement la définition républicaine de « Morandé 80 » (*La Segunda*, 11 septembre 2003), et dont le protagoniste était le président Ricardo Lagos lui-même. Ainsi, le président Lagos a choisi d'ouvrir cette porte depuis l'extérieur du palais présidentiel et non depuis l'intérieur, signifiant de cette manière un accès latéral à La Moneda dépourvu de toute fanfare, et non une sortie

36. Une représentation de la mort d'Allende qui, trente ans plus tard, est reprise par Michèle et Armand Mattelart, 2003, p. 82.

37. Des définitions qui n'ont pas manqué de susciter de l'étonnement et des soupçons parmi les hommes politiques de droite. Voici un exemple : « la nouvelle porte, en elle-même, n'est ni bonne ni mauvaise. Ce qui réellement importe c'est l'usage que les dirigeants et les autorités de la coalition gouvernementale donnent à l'entrée gauche du palais de La Moneda. Si cela se transforme en un lieu où à l'avenir se dégagent des haines, des rancunes et des divisions, nous serons face à une énorme erreur historique » (Bombal, 2003).

tragique. C'est d'ailleurs bien d'une cérémonie austère dont il s'agit, dans la mesure où « la porte était flanquée par deux femmes carabiniers et couverte par un drapeau chilien qui s'est élevé lorsque le gouvernant a procédé à son ouverture » (*ibid.*)³⁸. Certes, la cérémonie n'a pas abouti pour autant à l'instauration d'une tradition républicaine qui ferait de cette porte un accès routinier et, pourrait-on dire, anonyme à La Moneda de la part du président Lagos. Et pourtant, cette définition républicaine de « Morandé 80 » est bien destinée à perdurer et à pacifier le souvenir du président Allende, dans la mesure où il s'agit d'une porte vouée à être utilisée « seulement lors d'occasions spéciales » car, plus important que l'accès routinier du gouvernant du moment, c'est bien sa muséification qu'il convient de préserver : en effet, « le public pourra passer par la porte réouverte hier quelques jours par mois et écrire sur le livre de visites », la prétention gouvernementale étant de « convertir le site en un mini-musée des traditions républicaines » (*La Segunda*, 12 septembre 2003)³⁹.

Pas très différent a été le traitement étatique conféré aux médailles officielles qui objectivent le mandat présidentiel de Salvador Allende. Apparemment, rien de plus simple que de graver sur des médailles commémoratives la durée du mandat présidentiel d'Allende, 1970-1976, période pour laquelle il avait été effectivement élu le 4 septembre 1970 et investi de la fonction présidentielle le 4 novembre de cette même année. Et pourtant, rien de plus polémique et complexe que la question de savoir quelle durée commémorer au moyen d'une gravure sur des médailles : six ans de mandat formel, ou trois ans d'exercice effectif d'un mandat raccourci ? Là encore, on retrouve deux définitions de cette figure présidentielle, l'une vouée à

38. Une ouverture qui n'a pas manqué d'induire en erreur le rédacteur de cette chronique journalistique, lorsque celui-ci conclut que « Lagos a réalisé le même chemin qu'Allende il y a trois décennies », alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse.

39. Dès lors, on s'explique le jugement conclusif porté sur cette cérémonie par la ministre de la Défense Michelle Bachelet (PS), pour qui la réouverture de « Morandé 80 » cherche « à mettre à sa juste place ce qui correspond » (*La Segunda*, 22 août 2003), à savoir non seulement un objet matériel (en l'occurrence une porte), mais surtout les significations qui s'y rapportent, ce qui ne manque pas de rappeler la logique de la « justesse » des objets dans un monde social dépourvu de litiges concernant l'agencement des choses : voir Boltanski (1990). Ce faisant, on peut comprendre que la définition fournie par l'extrême-droite chilienne sur cette porte soit totalement dépourvue d'efficacité politique et sociale, dans la mesure où elle s'inscrit dans la logique du *pronunciamiento* et de sa célébration, et non dans celle liée à la commémoration du coup d'État : « cette porte n'a d'autre destin que d'être la sortie de secours de Lagos [...], véritable pièce de théâtre de l'absurde », car « vous croyez encore que le gouvernement d'Allende a été un bon gouvernement ? Vous croyez encore au coup d'État et non au *Pronunciamiento* militaire de septembre ? » : *Despierta Chile*, 2003.

commémorer la durée totale du mandat, l'autre destinée à représenter son interruption tragique. De ce point de vue, on a bien affaire à la même dispute sur le terrain des dates que les luttes concernant la signification de « Morandé 80 », en ce que la durée totale du mandat ou son raccourcissement constituent le pendant sur le plan temporel de la question de l'accès (républicain) ou de la sortie (tragique) par cette porte latérale sur le plan spatial. Or, il s'agit d'une lutte qui n'a pas manqué de provoquer une « grande surprise » parmi certains organes de presse au moment de constater, le 11 septembre 2003, qu'il y avait une médaille où était inscrite la durée totale du mandat présidentiel « au même endroit où l'ex-président a mis fin à sa vie » (*La Segunda*, 12 septembre 2003). C'est qu'en effet il existe bien « deux plaques », et donc deux définitions concurrentielles de l'ancien chef d'État, « l'une fabriquée lorsque Allende venait d'entrer en fonctions, la seconde lorsque la junte militaire gouvernait le pays ». Ainsi, la première ne montre pas le palais de La Moneda « sur l'une de ses faces » (l'autre étant naturellement réservée au visage d'Allende), mais plutôt une gravure de l'époque (ce que l'on appelle au Chili un *mural*) avec la légende « maîtres de notre propre destin » et la date 1970-1976, ce qui signifie bien l'emprise de l'esprit de rupture avec l'ordre établi qui était si caractéristique de la campagne d'Allende et du gouvernement de l'Unité populaire. La deuxième médaille, quant à elle, expressément « sollicitée par Augusto Pinochet », élimine aussi bien la gravure que la légende et les remplace par la représentation indemne du palais présidentiel avec la date 1970-1973. Dès lors, on peut comprendre la polémique suscitée par le choix du gouvernement « de conserver la première pour l'Histoire » (*La Segunda*, 12 septembre 2003), sous le chef, précisément, de réécriture de l'histoire, dans la mesure où se trouvaient en jeu deux définitions concurrentes du mandat présidentiel, l'une fondée sur sa durée légale et la continuité républicaine, l'autre représentant son terme tragique.

Cette guerre des dates n'est pas foncièrement différente des batailles sur les mots employés pour nommer le nouveau régime qui succède à la démocratie. Ce faisant, on ne peut être surpris que ces polémiques relatives à la manière d'ouvrir la porte de « Morandé 80 », au choix des dates concernant la détermination de la durée du mandat présidentiel ou à l'usage de tel ou tel mot pour désigner l'ancien régime (« autoritaire », « dictatorial » ou simplement « militaire »), se reproduisent dans la manière de commémorer le passage de la démocratie à la dictature, cette fois-ci sous un rapport visuel. On a là, sans doute, l'aspect le plus polémique des commémorations officielles du 30^e anniversaire du coup d'État, dans la mesure où, à travers deux tableaux de grandes dimensions, c'est bien la représentation tragique d'un président martyr qui devient saillante. Il s'agit de deux tableaux du peintre Guillermo Muñoz Vera représentant la chute de la démocratie à travers la figure du président Allende, tous deux ornant désormais la salle des réunions

du ministère de l'Intérieur dans le palais de La Moneda. C'est ainsi que le premier tableau montre Allende au balcon de La Moneda saluant la foule le jour de son entrée en fonction, à partir d'un réalisme frappant redevable de photographies de l'époque qui ont servi de modèle au peintre. À côté de ce premier tableau, spatialement parlant, se trouve un deuxième tableau figurant ce même balcon sous une forme abîmée et brisée, Allende ne s'y trouvant plus, à la suite du bombardement de La Moneda. C'est ce « contraste » que le ministre de l'Intérieur José Miguel Insulza appelle le fruit de « la barbarie », soulevant une vague de critiques de la part de l'opposition de droite au motif de manipulation de l'histoire. Une dénonciation d'autant plus stridente que ces deux énormes tableaux, bien que pas tout à fait situés à l'endroit même de la mort d'Allende (*La Segunda*, 20 août 2003), sont couronnés par une « plaque de souvenir » avec la mention « Maîtres de notre propre destin » et la durée du mandat constitutionnel d'Allende (1970-1976) (*La Segunda*, 10 septembre 2003), dont on a vu combien elle pouvait se trouver à l'origine de la discorde.

Ces trois exemples montrent jusqu'à l'envi la manière dont des définitions aussi différentes d'Allende, de son suicide, du coup d'État qui l'a renversé et de ce qui s'ensuit se trouvaient présentes lors des commémorations du 11 septembre 2003. Il faut bien comprendre que ce n'est pas du tout la même chose que de commémorer le trentième anniversaire du coup d'État de façon tragique et de définir l'enjeu commémoratif en termes apaisés, républicains si l'on veut, en tout cas à partir d'un choix de mémoire qui ne pouvait pas ne pas susciter de polémiques, surtout parce qu'au beau milieu de ces luttes commémoratives se trouve la figure de Salvador Allende. À cet égard, la découverte tardive, en 2002, des lunettes de l'ancien président de la République et leur rapide transformation en relique dûment exposée au Musée historique national montrent bien la métamorphose d'Allende, passant de la condition de martyr à l'état d'icône. Un passage qui se révèle aussi bien dans la description qui accompagne l'exposition des lunettes au musée (« Lunettes optiques du président Salvador Allende, trouvées au palais de La Moneda à la suite du bombardement⁴⁰ »), que dans leur iconisation sous la forme d'une enseigne ou d'un logo invitant assister au concert « Le rêve existe », véritable expression d'une figure présidentielle autrefois mythique autour de laquelle tant d'histoires et de légendes avaient été bâties. C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'hommage rendu par le député PPD Eugenio

40. D'après la notice ou, pour reprendre l'heureuse formule de Boltanski à propos des légendes qui accompagnent les photographies journalistiques, le « mode d'emploi » de cette pièce de musée (Boltanski, 1965, p. 181) dont l'éclat réside bien dans l'état abîmé des lunettes : en réalité, un mi-objet, en ce qu'il consiste en un seul verre à moitié brisé sur la partie supérieure, sans doute sali pour toujours à cause de l'incendie provoqué par le bombardement.

Tuma au président Allende au début du mois de septembre 2003 à la Chambre des députés : « Allende, il signifie beaucoup pour le Chili et pour le monde. Au-delà des réussites (*aciertos*) et des erreurs (*desaciertos*) de son gouvernement, il incarne nos meilleures traditions républicaines [...] Si je devais utiliser un seul mot pour qualifier Allende, je dirais sans doute qu'il a été intense » (*La Segunda*, 3 septembre 2003). Cet hommage du député Tuma montre bien comment prime dans sa définition d'Allende, ainsi que dans le traitement gouvernemental de sa mémoire, un *format* démocratique et républicain qui incorpore la dimension tragique de l'ancien président sous la forme elliptique de l'intensité. Mais ce qui est encore plus intéressant de l'hommage rendu par ce député, c'est qu'il frôle à la marge la question de la métamorphose d'Allende, en ce qu'il est en passe de devenir moins un personnage qu'une icône dépourvue de propriétés tragiques saillantes : « Si nous avons voulu lui rendre cet hommage, c'est parce qu'il le mérite, seulement pour cela, nous ne voulons pas le diviniser (*endiosarlo*), nous ne voulons pas le transformer en icône vide, en une espèce de souvenir d'exportation » (*ibid.*, c'est nous qui soulignons), signalant ainsi les risques de dépolitisation et de déshistoricisation qui entourent Salvador Allende trente ans après sa mort. Des risques au demeurant tout à fait réels, ne serait-ce que par le fait, en apparence anodin voire anecdotique, qu'avec ces lunettes, c'est un véritable marché touristique de la mémoire qui devient possible, dans la mesure où plusieurs « agences de tourisme » ont organisé des tours sur « les lieux de mémoire du coup d'État et du régime qui s'ensuivit », parmi lesquels il faut justement « relever les lunettes de Salvador Allende, avec une fiche explicative de sa vie » (*La Tercera*, 9 septembre 2003), au terme d'une muséification qui s'accorde parfaitement avec la commercialisation d'une figure devenue d'autant moins politique qu'elle relève davantage de l'icône.

Cette définition tant d'Allende que de l'événement à commémorer, désormais dépouillée d'une aura tragique et inscrite dans l'histoire républicaine du Chili, s'est largement imposée lors des commémorations du 11 septembre 2003. Elle n'a pas manqué pour autant de susciter des polémiques, des réécritures de l'histoire, des dénonciations de manipulation et des contre-commémorations, aussi bien à droite qu'à gauche. C'est ainsi qu'à droite on trouve le rejet scandalisé non pas d'une vérité officielle, mais tout simplement d'un mensonge historique, au moyen d'une tentative de dégradation d'Allende tendant à réaffirmer qu'il « n'a pas été républicain, ni un exemple de démocratie et n'a pas non plus fait un gouvernement digne d'éloges » (*La Segunda*, 11 septembre 2003). Toutefois, ce rejet se traduit rarement par une célébration de Pinochet, lequel trouve plutôt son expression dans des stratégies de mise en équivalence de la figure désormais honnie de Pinochet avec celle d'Allende de la part de la presse conservatrice, notamment au moyen de caricatures humoristiques. Dans la mesure où le rejet pur et simple du traitement gouvernemental de la mémoire d'Allende n'était pas vraiment possible

du fait de la récurrence de définitions républicaines et légales de son statut et de son mandat, ce qui a primé dans l'opposition conservatrice et notamment dans la presse écrite, ce fut un travail de construction d'une identité aussi hybride qu'ambiguë de l'ancien président. C'est cette ambiguïté fondamentale qui s'exprime dans l'idée d'un mandataire qui, à l'instar de Janus, possède deux faces. La première, c'est celle d'un président associé à la longue continuité d'une vie démocratique et républicaine dont la société chilienne, et d'abord ses élites, se sont toujours montrées fières. La seconde, c'est un visage plus rude qui prenait la forme de la sympathie, voire de la passion pour la révolution, dont témoigne la ferveur montrée notamment à l'égard de la révolution cubaine et son admiration pour Che Guevara. Or, c'est là que réside une inquiétante ambiguïté qui ne pouvait que déboucher sur un rapport tragique à la politique, lequel se décrit sous les traits de l'« équilibre instable, digne d'un cirque et d'un trapéziste de catégorie mondiale » qui tournerait « vers autre chose [...] une véritable schizophrénie politique » (*La Segunda*, 14 août 2003). Il s'agit d'une représentation empreinte d'ambiguïté qui se retrouve dans toute la presse conservatrice au cours de l'année 2003, et qui impliquait de mettre en garde sur le fait de juger Allende « uniquement en fonction de ce mardi 11 septembre 1973 » (*La Tercera*, 31 août 2003), car il y avait bien en lui ce que le journal *La Segunda* appelait une « tentation de la force » (*La Segunda*, 14 août 2003).

Et pourtant, la mise en exergue d'une identité ambiguë, à défaut de pouvoir asseoir de manière durable une « réputation négative » au terme de processus de « démonisation » et de « dépersonnalisation » socialement réussis⁴¹, n'est pas parvenue à menacer la définition gouvernementale qui, comme jamais avant, a trouvé dans la télévision de puissants relais que Hector Soto a très bien appréhendés : « la thèse qui a dominé au gouvernement au cours de cette semaine de recueillement et de liturgies civiques semble simple : quiconque est maître du passé est également maître de l'avenir », car « posséder les rênes du passé fournit sans doute une supériorité historique et morale ». De quelle manière ? Au moyen de « la majesté des rites civiques et des gestes symboliques » (*La Tercera*, 13 septembre 2003), dont l'efficacité était d'autant plus importante qu'il s'agissait de rituels et de symboles qui s'inscrivaient dans une définition inclusive et pacifiée de la communauté de citoyens : une porte qui représente un mode d'accès républicanisé à La Moneda (et non une sortie tragique) ; des médailles qui officialisent la durée légale du mandat présidentiel au détriment de la définition factuelle qui le réduit de moitié ; ou encore des tableaux dont la représentation visuelle de la tragédie est

41. Dont les mécanismes ont été très bien analysés par Ducharme et Fine (1995) à propos de la réputation traîtresse de Benedict Arnold aux États-Unis.

justement nuancée au moyen d'un rapport pacifié à l'événement à partir de la mise en exergue de la durée originare du mandat présidentiel. Tous ces gestes et symboles commémoratifs, au bout du compte, se sont largement imposés aux contre-commémorations et aux mémoires alternatives des gouvernants d'autrefois : l'hommage à la mémoire du général Carol Urzúa, ancien intendant de Santiago, mort dans un attentat en 1983 (*La Segunda*, 29 août 2003) ; le souvenir d'un contre-martyre en la personne d'un garde du corps assassiné avec le général Urzúa (*La Segunda*, 20 août 2003) ; la réactivation de la mémoire de Jaime Guzmán, ancien sénateur UDI et influent idéologue de la dictature assassiné en démocratie en 1991, à l'occasion d'un concours de projets concernant l'érection d'un monument à sa mémoire (*La Segunda*, 22 août 2003) ; des « journées de réflexion » dans les sièges des partis de droite (*La Segunda*, 25 et 28 août 2003) ; ou encore la commémoration à la fois orgueilleuse et énervée du 11 septembre 1973 par le député UDI Iván Moreira accompagné de conseillers municipaux sur l'artère principale de San Miguel, une commune autrefois bastion de la gauche (*La Segunda*, 8 septembre 2003).

De manière moins fréquente, mais sans doute plus spectaculaire, plusieurs commémorations alternatives ont été entreprises par certains partis de gauche, notamment par le PC ainsi que par certains dirigeants du PS pourtant au pouvoir, dont le dénominateur commun était d'être porteuses d'une mémoire tragique du 11 septembre. Tel a été le cas d'un rituel de tatouage des visages des détenus-disparus accompli par certains de leurs enfants, une « action d'art » décrite par son créateur Antonio Becerro comme la tentative d'« occuper le corps humain comme support pictural et historique, afin de réécrire l'histoire parallèle à l'histoire officielle » (*La Segunda*, 13 août 2003). Ou encore la réalisation d'une grève de la faim par quatre fils d'exécutés politiques afin de dénoncer une proposition de traitement des violations aux droits de l'homme communiquée par le président Lagos au mois d'août 2003, sous le chef d'être porteuse d'« un accord politique historique qui prétend consacrer l'impunité » justement « à presque 30 ans du coup militaire » (*La Segunda*, 18 août 2003). Mais pour cette gauche, qu'est ce qui s'est passé il y a trente ans et que faut-il commémorer ? « Un coup patronal génocide antiouvrier et antipopulaire⁴² », ou encore « la renaissance » de Salvador Allende et du « mouvement populaire chilien » : « ce n'est pas l'histoire officielle, c'est celle que veulent exposer les continuateurs authentiques de ce projet inachevé, c'est le nouveau peuple qui se recompose⁴³ ».

42. « A 30 años del golpe: ni olvido ni perdón », *Clase contra Clase. Fracción Trotskysta Estrategia Internacional*, <www.clasecontraclase.cl>.

43. *A 30 años: Allende vive 1973-2003*, programme d'activités, édité sans qu'il soit possible d'identifier les organisateurs et promoteurs de cet agenda commémoratif.

Dès lors, on ne peut être surpris que le résultat de ces commémorations fondamentalement dispersées⁴⁴ soit l'invisibilisation, voire la disparition du général Pinochet. On touche là sans doute du doigt le principal effet de la définition gouvernementale du 11 septembre 2003. Plus profondément, ce qui apparaît comme le triomphe d'une des définitions en concurrence du trentième anniversaire du coup d'État est le résultat, historiquement instable, car soumis aux aléas des luttes politiques du moment, de l'expansion du champ du dicible, du pensable et du montrable qui a commencé avec la détention de Pinochet à Londres en 1998, qui continue avec la déclaration judiciaire de sénilité de l'ancien général afin d'échapper à une condamnation de la part des tribunaux de justice chiliens, et qui s'achève en 2004 avec la découverte d'un compte bancaire aux États-Unis. C'est la judiciarisation de l'affaire Pinochet et les effets par elle produits qui a permis, lentement, de passer de l'amnésie à une sorte d'hypersensibilité à l'égard de l'histoire et de la mémoire, un passage explicitement relevé par les organes de presse :

Le Chili est passé [depuis que Pinochet est devenu sénateur à vie en 1998] par une série de changements politiques et culturels qui se sont traduits, entre autres choses, en un climat salubre de plus grande liberté pour enquêter sur son propre passé et remettre en question son présent. Personne ne doit par conséquent être étonné qu'il existe en cet anniversaire un esprit de révision historique (*La Tercera*, 3 août 2003).

C'est ce révisionnisme qui a débouché sur un rapetissement de la figure de Pinochet, dont la petitesse est d'autant plus impressionnante qu'elle contraste lourdement avec l'envergure héroïque du chef providentiel des années qui suivirent le *pronunciamiento* militaire du 11 septembre 1973. C'est cette curieuse petitesse à la fois politique et sociale de l'ancien homme fort et principal du régime militaire qui s'exprime jusque dans d'infimes commémorations liées au trentième anniversaire du coup d'État, comme par exemple la célébration sans fanfare de la nomination du général Pinochet comme commandant en chef de l'Armée de terre au mois d'août 1973 : ainsi, alors

44. Au sens où l'entend Peri, qui distingue à propos des commémorations de l'assassinat de Yitzhak Rabin trois « champs commémoratifs » (« spontané », « institutionnel » et « artistique »), tous relativement autonomes les uns par rapport aux autres (Peri, 1999, p. 110). Or, cette autonomie relative et variable de chaque champ commémoratif permet de classer les commémorations selon qu'elles sont « multivocales » (concernant « un espace partagé », « un temps partagé », voire « un texte partagé », mais qui peuvent être « habités par des groupes ayant des interprétations différentes du même passé ») ou « fragmentées » (consistant en « commémorations multiples » dans des lieux et à des moments différents, toutes porteuses de significations contradictoires), ce dernier cas étant proche des commémorations du 11 septembre 2003 au Chili (Vinitzky-Seroussi, 2002).

qu'à l'origine il y avait « l'idée de recevoir [...] les salutations d'amis et de délégations » en bonne et due forme, « seul un groupe très réduit de ses ex-collaborateurs [est allé] le voir » (*La Segunda*, 22 août 2003). Une commémoration d'autant plus dépourvue de signification politique et sociale qu'elle était suivie de souvenirs dominés par le rôle joué autrefois par Pinochet : tel a été le cas, par exemple, de la publication « du premier livre en faveur du général » en Europe (*La Segunda*, 6 août 2003), ou encore de la tristesse du général provoquée par le cambriolage de la résidence d'une famille ordinaire dont le fils avait reçu en cadeau quelque temps plus tôt une montre de la part de Pinochet (*La Segunda*, 4 août 2003), le corollaire anecdotique de ces petites commémorations étant sans doute son étonnant isolement lors d'un déjeuner avec des généraux à la retraite, dans la mesure où l'ancien chef d'État « restait assis dans un coin à part jusqu'ou arrivait le saluer ses anciens compagnons d'armes » (*La Segunda*, 8 août 2003).

*
**

La réflexion sur les célébrations d'abord, puis les commémorations du 11 septembre, a permis de montrer comment des acteurs, des enjeux et des symboles sont l'objet d'investissements qui varient au cours du temps. Des investissements qui, à leur tour, sont le résultat de transformations profondes du champ politique, si bien que les significations qui se rapportent à cette date mémorable sont le produit instable des luttes de concurrence qui s'instaurent dans le cadre de véritables batailles commémoratives. Quel sera, à l'avenir, le souvenir dominant du 11 septembre chilien ? On l'ignore. Ce dont on est sûr toutefois, c'est qu'il aura peu de choses à voir avec la mémoire d'une fête qui, désormais, est largement refoulée par ceux qui se sont à l'époque sentis heureux.

Bibliographie

- « A 30 años del golpe: ni olvido ni perdón », *Clase contra Clase. Fracción Trotskysta Estrategia Internacional*, <www.clasecontraclase.cl>.
- A 30 años: *Allende vive 1973-2003*, programme d'activités, édité sans qu'il soit possible d'identifier les organisateurs et promoteurs de cet agenda commémoratif.
- Amalvi, C. (1997). « Le 14-Juillet: du *Dies irae* à *Jour de fête* », dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard-Quarto, p. 383-423.
- Benziger, K.P. (2000). « The Funeral of Imre Nagy: Contested History and the Power of Memory Culture », *History and Memory*, automne/hiver, vol. 12, n° 2, p. 142-164.
- Boltanski, L. (1965). « La rhétorique de la figure », dans Pierre Bourdieu (dir.), *Un art moyen: essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Minit.
- Boltanski, L. (1990). *L'amour et la justice comme compétences: trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié.
- Bombal, C. (2003). « Morandé 80 », *El Mercurio*, 11 septembre.
- Bravo Lira, B. (1985). *De Portales a Pinochet: gobierno y régimen de gobierno en Chile*, Santiago, Editorial Jurídica/Editorial Andrés Bello.
- Candina Polomer, A. (2002). « El día interminable: memoria e instalación del 11 de septiembre de 1973 en Chile (1974-1999) », dans Elizabeth Jelin (comp.), *Las conmemoraciones: las disputas en las fechas «in-felices»*, Madrid, Siglo XXI, p. 9-47 et suiv.
- Ducharme, L.J. et G.A. Fine (1995). « The Construction of Nonpersonhood and Demonization: Commemorating the Traitorous Reputation of Benedict Arnold », *Social Forces*, juin, vol. 73, n° 4, p. 1309-1331.
- Durkheim, E. (1985). *Les formes élémentaires de la vie religieuse* (7^e éd.), Paris, Presses universitaires de France.
- Evans, R.J. (2003). « Redesigning the Past: History in Political Transitions », *Journal of Contemporary History*, vol. 38, n° 1, p. 5-12.
- Forest, B. et J. Johnson (2002). « Unraveling the Threads of History: Soviet Era Monuments and Post-Soviet National Identity in Moscow », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 92, n° 3, p. 524-547.
- Fureix, E. (2002). « Un rituel d'opposition sous la restauration: les funérailles libérales à Paris (1820-1830) », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 46, mars, p. 77-100.
- Girard, R. (1990). *La violence et le sacré*, Paris, Pluriel.
- Huneus, C. (2000). *El régimen de Pinochet*, Santiago, Editorial Sudamericana.
- Ihl, O. (1996). *La fête républicaine*, Paris, Gallimard.
- Informe de prensa encuesta nacional* (2003). Santiago, Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea (CERC), septembre.
- Joignant, A. (1998). *El gesto y la palabra: ritos políticos y representaciones sociales de la construcción democrática en Chile*, Santiago, Lom-Arcis.
- Joignant, A. (2003). « Los usos de Allende », *Qué Pasa*, 29 août.
- Jones, R.A. (2001). « Heroes of the Nation? The Celebration of Scientists on the Postage Stamps of Great Britain, France and West Germany », *Journal of Contemporary History*, vol. 36, n° 3, p. 403-422.
- Kantorowicz, E. (1985). *Los dos cuerpos del rey: un estudio de teología política medieval*, Madrid, Alianza Editorial.
- Lacroix, B. et J. Lagroye (dir.) (1992). *Le président de la République: usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

- Levy, D. (1999). « The Future of the Past: Historiographical Disputes and Competing Memories in Germany and Israel », *History and Theory*, vol. 38, n° 1, p. 51-66.
- Mattelart, A. et M. Mattelart (2003). « Un escalier pour le tonnerre », dans *Chili, 11 septembre 1973, la démocratie assassinée*, Paris, Le Serpent à Plumes-Arte Éditions.
- Moulian, T. (2002). « Memoria, duelo y proyecto », *El Mostrador*, 12 septembre, <www.elmostrador.cl>.
- Muñoz, A. (1981). « Unánime reconocimiento a labor y progresos alcanzados en el país », *El Mercurio*, 12 septembre.
- Peri, Y. (1999). « The Media and Collective Memory of Yitzhak Rabin's Remembrance », *Journal of Communication*, été, vol. 49, n° 3, p. 106-124.
- Pizarro Illanes, R. (1971). « ¡Cúidate, hombriii! », *Puro Chile*, 26 janvier.
- ¿Qué pensamos los Chilenos a 30 años del Golpe Militar? (2003). Estudio de opinión pública, Santiago, Fundación Futuro, juillet.
- Schwartz, B. (1991). « Mourning and the Making of a Sacred Symbol: Durkheim and the Lincoln Assassination », *Social Forces*, décembre, vol. 70, n° 2, p. 343-364.
- Soto, H. (2003). « El discurso y la escenografía », *La Tercera*, 13 septembre.
- Tyack, D. (1999). « Monuments between Covers: The Politics of Textbooks », *American Behavioral Scientist*, mars, vol. 42, n° 6, p. 922-932.
- Vinitzky-Seroussi, V. (2002). « Commemorating a Difficult Past: Yitzhak Rabin's Memorials », *American Sociological Review*, vol. 67, n° 1, février, p. 30-51.
- Wagner-Pacifi, R. et B. Schwartz (1991). « The Vietnam Veterans Memorial: Commemorating a Difficult Past », *American Journal of Sociology*, septembre, vol. 97, n° 2, p. 376-420.
- Wilde, A. (1999). « Irruptions of Memory: Expressive Politics in Chile's Transition to Democracy », *Journal of Latin American Studies*, 31, p. 473-500.

Articles de *La Segunda* (2003)

- « Tradición de Pinochet », 4 août.
- « Desde Europa... Pinochet », 6 août.
- « Cómo se concretó la ida de Pinochet a almuerzo con generales », 8 août.
- « Ejército y el día 11 », 11 août.
- « Tatarán a hijos de desaparecidos », 13 août.
- « El eje de la tragedia en la Moneda », 14 août.
- « La tentación de la fuerza en Allende », 14 août.
- « Cuatro hijos de ejecutados inician huelga de hambre contra propuesta de Lagos », 18 août.
- « No es un documento panfletario, ni una arenga para revivir odios », entretien à Monica Echeverría, 19 août.
- « Gobierno teme mayor violencia por aniversario del 11 », 20 août.
- « Padre de acribillado escolta de general Urzúa muestra otra cara del atentado », 20 août.
- « Aumentan penas a quienes ataquen a los carabineros », 21 août.
- « Lagos entraría por Morandé 80... », 21 août.
- « Bachelet valora reapertura de Morandé 80 », 22 août.
- « Cienfuegos: el lumpen, anarquistas y los rupturistas están en contra de todo », 22 août.
- « Lavín pide al gobierno no autorizar marchas por el centro el 11 de septiembre », 22 août.
- « Monumento a Guzmán: expectativas desbordadas », 22 août.
- « Pinochet: descartados actos para el 23 », 22 août.
- « 18 propuestas para evitar que el lumpen se tome las calles el "11" », 22 août.

- « Actos por Allende dividen aguas en la DC », 25 août.
- « UDI y RN resuelven hoy cómo recordar el once », 25 août.
- « Arremetida UDI por treinta años del 11 para "corregir distorsión histórica de la izquierda" », 26 août.
- « Asistencia de ministros a actos en La Moneda: obligatorio el 11, voluntario el 10 », 27 août.
- « Dos universidades dan vacaciones para el 11 », 27 août.
- « Por qué el debate de los treinta años », 28 août.
- « UDI hará jornada de reflexión para los jóvenes », 28 août.
- « Actos en memoria del general Carol Urzúa », 29 août.
- « Vidal sobre actos del Once: "No tenemos una lista confirmada" », 29 août.
- « Homenajes del 11 », lettre au directeur de Paulina Elissetche, 2 septembre.
- « Inauguración del Museo Histórico y Militar », 2 septembre.
- « Recuerdos... », 2 septembre.
- « Cámara: solemne homenaje a Allende, ante indiferencia de la oposición », 3 septembre.
- « Alcaldes toman resguardos para un 11 que "viene bravo" », 4 septembre.
- « Barrueto dio por muerto el "Nunca más" del Congreso: "Se confundió todo" », 8 septembre.
- « Dos facultades universitarias cierran el 11 », 8 septembre.
- « En plena Gran Avenida, Moreira (UDI) rechazó reivindicación de Allende », 8 septembre.
- « Con dos cuadros y una placa, Gobierno retorna a Allende a La Moneda », 10 septembre.
- « Discurso del Presidente Lagos en los treinta años del 11 de septiembre », 11 septembre.
- « Enviarán copias de radioteatro sobre Allende a Presidente Ricardo Lagos y Hortensia Bussi », 11 septembre.
- « Lagos recordó a Allende y pidió unidad en acto conmemorativo en La Moneda », 11 septembre.
- « Los significados del once », 11 septembre.
- « Tras 30 años, Lagos reabrió puerta de Morandé 80 », 11 septembre.
- « UDI y RN critican "retroceso" del gobierno en este Once », 11 septembre.
- « Gobierno aplicaría Ley Antiterrorista en desmanes con artefactos explosivos », 12 septembre.
- « Gobierno habló de "vandalismo desatado" en incidentes de anoche », 12 septembre.
- « Las dos medallas de la discordia », 12 septembre.
- « Turbas armadas se ensañaron con el comercio en Lo Hermida », 12 septembre.
- « Morandé 80 estará abierto sólo en "ocasiones especiales" », 12 septembre.

Articles d'*El Mercurio*

- « "Violentismo" y revolución », 12 février 1970.
- « Completo panorama para las festividades patrias », 31 août 1974.
- « Entusiastas preparativos para celebración popular », 5 septembre 1974.
- « Cita en la Av. Bustamante », 6 septembre 1974.
- « Mineros celebrarán el 11 con actos públicos », 6 septembre 1974.
- « Adornos alegóricos como anticipo de los festejos del día 11 », 7 septembre 1974.
- « Solidaridad y entusiasmo es la consigna del día 11 », 8 septembre 1974.
- « Chile comienza hoy a celebrar su liberación », 10 septembre 1974.
- « El once de septiembre », 11 septembre 1974.
- « Fervor en adhesión de campesinos », 12 septembre 1974.
- « La fiesta del Parque Bustamante », 12 septembre 1974.
- « Pobladores: celebramos la libertad ganada el "11" », 12 septembre 1974.

- « Marcha de la Patria habrá en Valparaíso », 17 septembre 1974.
- « Realismo de un once de septiembre », 6 septembre 1977.
- « S.E. hablará al país mañana a las 11 horas », 10 septembre 1977.
- « Este 11 de septiembre », 11 septembre 1977.
- « Solemne ceremonia », 12 septembre 1977.
- « Espontánea adhesión », 12 septembre 1978.
- « Expectativas para el 11 », 2 septembre 1980.
- « Inaugurados puente "Lo Curro" y Avenida "11 de septiembre" », 11 septembre 1980.
- « Reacciones ante plebiscito », 15 septembre 1980.
- « 11 de septiembre », 11 septembre 1981.
- « Disturbios tras actos en dos cementerios », 12 septembre 1983.
- « Acto de apoyo al gobierno », 9 septembre 1986.
- « Multitudinario acto de apoyo », 10 septembre 1986.
- « Con incidentes finalizó un homenaje a Allende », 12 septembre 1987.
- « Senado rechazó abolir feriado legal del 11 de septiembre », 2 septembre 1992.
- « Servicio Militar robustece a la unidad nacional », 3 septembre 1992.
- « Gral. Pinochet no comentó declaraciones del Presidente », 4 septembre 1992.
- « 30 años después », insertion de l'UDI publiée dans 11 septembre 2003.

Autres journaux

- « O'Higgins siempre perteneció al pueblo », *Puro Chile*, 20 août 1972.
- Radomiro Tomić, « Palabras de homenaje a Salvador Allende », *La Epoca*, 4 septembre 1990.
- « Treinta años », *La Tercera*, 3 août 2003.
- « Gobierno reabrirá puerta de La Moneda por donde sacaron el cadáver de Allende », *La Tercera*, 21 août 2003.
- « Chile entre dos Allende », *La Tercera*, 31 août 2003.
- « Crece interés turístico por sitios asociados al golpe de Estado », *La Tercera*, 9 septembre 2003.
- « Morandé 80 : la puerta de escape de Lagos », *Despierta Chile*, Año 3, septembre, 2003.

LE CAS ARGENTIN

La mémoire et les mémoires¹

Elena de la Aldea

À partir de 1976 l'Argentine, avec les élections démocratiques, les enfants enlevés, les malades mentaux, les victimes d'État de cette période. La répression systématique en vigueur à l'égard des intellectuels dans la société civile, tous genres de répression dans l'économie. Les effets sont aussi collectifs et visent les pratiques communautaires et individuelles.

Le coup d'État de la Junta militaire a suivi des années d'efflorescence sociale, de réconciliation, de conquêtes en vue d'une certaine équité dans la redistribution économique. Il a également coïncidé avec une étape d'efflorescence des mouvements populaires en Amérique latine qui menaçait les intérêts économiques des puissances légitimes dans la région en plus de représenter un risque au niveau géopolitique.

Le terrorisme d'État, à la différence d'autres formes de criminalité, présente la particularité que c'est l'État, responsable et garant de l'application des lois, qui les transgresse. Les droits d'être jugé, de payer la peine, de garder son identité, qui furent niés par les séquestrations, les disparitions, les assassinats, etc., introduisant le chaos dans les représentations sociales de la loi, de la justice et de la confiance – déjà présentes – dans les institutions. Ceci fut l'un de ses effets majeurs, impliquant une perte de capital social du pays en vies humaines, en dettes, en projets et en idéaux.

Les lois de l'obédience due et du secret final ont scellé l'impunité de la Junta. On a décrété l'oubli des crimes de la Junta et des crimes des militaires. Il faut se rappeler

*Sous l'histoire, la mémoire et l'oubli
Sous la mémoire et l'oubli, la vie
Mais écrire la vie est une autre histoire.*

Inachèvement, Paul RICCEUR

Et j'ai oublié d'oublier, vidalita

Folklore argentin

1. Texte traduit par Micheline Nadeau De Sève.